



Investir dans les populations rurales

## **Sénégal**

---

### **Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)**

#### **Rapport de supervision**

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 23 octobre au 03 novembre 2015

Date du document: 10/12/2015

No. du Projet: 1614-SN

No. du rapport: 3996 - SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	Error! Bookmark not defined.
C.	Produits et effets	Error! Bookmark not defined.
D.	État d'avancement de l'exécution du programme	Error! Bookmark not defined.
E.	Aspects fiduciaires	Error! Bookmark not defined.
F.	Durabilité	Error! Bookmark not defined.
G.	Autres	Error! Bookmark not defined.
H.	Conclusion	Error! Bookmark not defined.

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	36
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	39

## **SIGLES ET ACRONYMES**

<b>ANCAR :</b>	Agence National de Conseil Agricole et Rural
<b>BAMTAARÉ :</b>	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
<b>CCR :</b>	Comité Consultatif Régional
<b>CRA :</b>	Comité Régional d'Approbation
<b>DAO :</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>FIDA :</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>MPER :</b>	Micro et Petites Entreprises Rurales
<b>OP :</b>	Organisations de Producteurs
<b>PAFA :</b>	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
<b>PADAER :</b>	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
<b>PAPIL</b>	Projet d'appui à la Petite Irrigation locale
<b>PIV :</b>	Périmètre Irrigué Villageois
<b>PMER :</b>	Petite et Moyenne Entreprise Rurale
<b>PRCG</b>	Programme de Renforcement des Capacités et de Gestion
<b>PRODAM :</b>	Projet de Développement Agricole de Matam
<b>PROMER II :</b>	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural - Phase 2
<b>PSE :</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>PSNF :</b>	Prestataire de Services Non Financiers
<b>PTBA :</b>	Programme de Travail et Budget Annuel
<b>PRACAS :</b>	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
<b>PROMER II :</b>	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural Phase 2
<b>RAF :</b>	Responsable Administratif et Financier
<b>RSE :</b>	Responsable Composante Suivi et Evaluation
<b>SFD :</b>	Système Financier Décentralisé
<b>SRI :</b>	Système de Riziculture Intensive
<b>SYGRI/RIMS :</b>	Système de Gestion des Résultats et Impacts / Results and Impacts Management System
<b>TDR :</b>	Termes de Référence
<b>UCP :</b>	Unité de Coordination du Programme
<b>UP</b>	Unité Pastorale



## **A. Introduction<sup>1</sup>**

1. Une mission de supervision conjointe du FIDA et du Gouvernement sénégalais a séjourné au Sénégal du 23 octobre au 03 novembre 2015 pour la supervision du programme. Son objectif était : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, au 30 septembre 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du PADAER de mai 2015 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, et vi) d'analyser les difficultés et les contraintes rencontrées, et faire des recommandations.

2. A Dakar, la mission a eu une réunion de briefing avec le Ministère de l'économie, des finances et du plan, Représentant de l'Emprunteur, au cours de laquelle les principaux objectifs de la mission ont été précisés. Durant cette réunion, elle s'est entretenue avec les principaux partenaires du Programme, notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet) et le Ministère de l'élevage et des productions animales.

3. La mission s'est rendue dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou où elle a rencontré les autorités administratives et locales (Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets et Maires), les partenaires stratégiques (Bamtaare), les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRDR, SRE), et le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL). Elle a également rencontré et discuté avec les producteurs et leurs organisations, le secteur privé ainsi que les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) ainsi qu'avec les antennes pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2015 et du déroulement de la campagne agricole 2015/2016.

4. La mission a présenté à l'UCP ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion à Tambacounda le 02 novembre 2015. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 26 novembre 2015 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Économique et Financière (DCEF). Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Programme.

5. La mission tient à exprimer ses vifs remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Cabinet, DAPSA), de l'Économie des Finances et du Plan, les Autorités Administratives de Tambacounda, Kolda et Kédougou, les représentants des partenaires stratégiques, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, et l'ensemble du personnel du PADAER pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme**

6. L'objectif de développement du PADAER est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et de créer des emplois durables pour les ruraux en particulier les jeunes et les femmes. Le Programme couvre les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.

7. La mise en œuvre du PADAER a permis au 30 septembre 2015 à 27 156 ménages (271 560 personnes) de bénéficier des services du Programme, soit 54% de l'objectif global. L'appui du projet

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Représentant du FIDA au Sénégal, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au bureau FIDA de Dakar, Monsieur Idrissa Moulaye Téra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, Madame Ndèye Coumba Fall, Sociologue, Expert en organisation des producteurs, et Monsieur Abiboulah Ba, Responsable suivi-évaluation du PAFA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Monsieur Mamadou Diop, Ingénieur agronome, représentant la DAPSA, Monsieur Sidy Ndiaye, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales et Monsieur Ibrahima Thiam, Ingénieur du génie rural, représentant la DCEF du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Au niveau régional, les DRDR et les opérateurs de mise en œuvre se sont joints à la mission. Le coordonnateur du PADAER et son équipe ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

a permis la mise en place d'un nombre important d'infrastructures en l'occurrence les infrastructures hydroagricoles, pastorales, et de désenclavement de zones de production et de transport. Il a également permis l'emblavement de 14 480,98 ha (12 273 ha en 2015 et 2 207,98 en 2014) (riz, maïs) ; ceci grâce à la mise à disposition des OP et de leurs membres, des intrants de qualité (semences certifiées, engrais, herbicides), des équipements agricoles et des services de travail du sol. Il en est de même de la bonne sensibilisation des OP sur le mécanisme de financement dégressif des intrants agricoles.

8. Le taux de réalisation physique du PTBA 2015 est de 79,44% et les taux de décaissement sont de 33,09% pour le prêt FIDA et 55,98% pour le Fonds Fiduciaire Espagnol. Il est à noter que le taux de décaissement du prêt FIDA demeure faible à cause principalement du retard enregistré au démarrage du programme à la suite du recrutement tardif de l'équipe du programme.

9. **Infrastructures hydro-agricoles.** L'appui du Programme a permis d'aménager 817,5 ha de terres, ce qui constitue 36% de l'objectif global. Les terres aménagées sont constituées de reprise de planage (228 ha), de bas-fonds (365 ha), de plaine d'épandage de crue (110 ha), de parcelles complémentaires en aval des micro-barrages (70 ha) et de réhabilitation d'anciens périmètres PISO (44,5 ha). Les aménagements en cours, d'une superficie de 488 ha, seront réceptionnés au plus tard le 31 décembre 2015, et porteront le taux à 57%.

10. **Infrastructures pastorales.** Les lieux d'implantation des dix (10) nouvelles UP ont été identifiés et validés. Le démarrage des travaux est prévu durant le 1<sup>er</sup> trimestre de 2016. Huit (8) parcs de vaccination ont été réceptionnés. Huit (8) magasins, douze (12) abreuvoirs et quatre (4) châteaux d'eau sont en cours de réalisation.

11. **Infrastructures d'accès aux marchés.** L'appui du Programme a, en collaboration avec le PPC, permis de réaliser 73,5 km de pistes communautaires. Ces pistes ont désenclavé 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes pour une population estimée à 24 829 habitants (2 400 ménages).

12. **Intrants agricoles.** Le Programme a facilité l'accès aux intrants pour 603 OP constituées de 20 865 ménages (83% de l'objectif du projet) ruraux constituées de 10 440 femmes et 10 425 hommes. Ces intrants sont composés de 453 tonnes de semences certifiées et de 4 100 tonnes d'engrais et de 20 440 litres d'herbicides.

13. **Production agricole.** L'appui du Programme a permis l'emblavement de 12 273 ha dont 6197 ha de riz et 5 500 ha de maïs. La production escomptée pour un rendement moyen de 3 t/ha pour le riz pluvial, de 6 t/ha pour le riz irrigué et de 3 t/ha pour le maïs, est de 33 251 tonnes. Il s'agit notamment pour le riz d'une contribution à hauteur de 12,24% aux objectifs visés par le PNAR dans les zones d'intervention du PADAER.

14. **Conseil agricole.** Le Programme a facilité la mise en place d'un conseil agricole de proximité à travers le renforcement du dispositif d'appui des partenaires stratégiques. Au 30 septembre 2015, 47 conseillers/animateurs et de 322 paysans-relais sont déployés sur le terrain. Cela a permis la bonne utilisation des intrants et des itinéraires techniques par 26 805 producteurs dont 14 004 femmes, soit 53,61% de l'objectif du Programme.

15. **Sensibilisation.** Elle a concerné un effectif global de 62 305 personnes dont 54% de femmes et 29% de jeunes soit 62% de l'objectif du projet. Cette sensibilisation a permis une meilleure compréhension du mécanisme de financement dégressif des intrants agricoles par les OP et leurs membres. Cependant, sa faisabilité par les OP qui sont pour la plus part encore jeunes exige un renforcement de capacités dans les domaines d'organisation et de gestion financière.

16. **Récolte et post-récolte.** Le Programme a facilité l'accès des OP aux équipements de récolte et post-récolte. A cet effet, 96 faucheuses ont été mises à la disposition des OP des régions de Kédougou, Tambacounda et Kolda ; et deux (2) batteuses pour la région de Kédougou. Pour l'accès des OP de Kolda et Tambacounda au battage et au décortiquage du riz ; ainsi que pour l'égrenage du maïs, le Programme a tissé un partenariat avec la société privée HBM et des MPER. Pour Kédougou, le décortiquage du riz et l'égrenage du maïs se feront à travers le partenariat avec des opérateurs privés, le PAM et PAPIL.

17. **Appui à la commercialisation.** Le Programme accompagne les OP dans la mise en relation avec les opérateurs de marchés (6 pour le riz et 3 pour le maïs). Déjà, des négociations



commerciales sont en cours pour l'achat de 10 000 t de maïs (contrat en cours de signature) et de 1000 t de riz.

18. **Suivi-évaluation.** Le Programme dispose d'un système de suivi évaluation fonctionnel et développé sous environnement web. Le système permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir des tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et des missions de supervision. La fonction de pilotage et d'appui à la prise de décision est bien intégrée. Cependant, la remontée des données du terrain à l'UCP présente quelques insuffisances suite à un problème de paramétrage.

19. **Gestion financière.** La mise en œuvre de la gestion administrative, financière et comptable est globalement satisfaisante avec une prise en charge correcte des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics. En matière de performance de la gestion budgétaire, le Programme a enregistré un taux moyen d'exécution des PTBA 2013, 2014 et 2015 de 84,0%. Le taux d'exécution actuel du PTBA 2015 est de 79,44%. Cependant, à 27 mois de la date d'achèvement, les taux de décaissement réels relevés restent encore préoccupants : ils sont de 33,09%/FIDA et 55,98%/FFE. En outre, la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes représente 48,8% du montant prévu au plan de financement. Enfin, la contribution des bénéficiaires comptabilisée à date est d'environ 84,3 % de celle attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

20. **Revue à mi-parcours.** La revue à mi-parcours (RMP) du Programme est prévue pour le premier trimestre 2016. Cet exercice conjoint FIDA/Gouvernement examinera en profondeur la pertinence des approches et stratégies, l'efficacité et l'efficience des résultats obtenus à ce jour, et fera des recommandations appropriées y afférentes. A cet effet, Le programme devra prendre les dispositions nécessaires pour réaliser des études préliminaires avant la revue à mi-parcours pour permettre à celle-ci de disposer des informations et de la documentation pour analyse par la mission de la RMP

21. Le Tableau ci-après présente quelques résultats significatifs du PADAER :

Tableau N° 1: Résultats significatifs du PADAER

Désignation	Objectif	Réalisation	Taux	Observations
<b>Sécurité alimentaire, Réduction de la pauvreté, Emplois durables</b>	50 000 ménages ont accès aux services du Programme	27 156 ménages ont reçu l'appui du Programme ; produisent régulièrement ; ne connaissent plus de période de soudure ; et dégagent même un surplus de produits qu'ils commercialisent	54,3%	
<b>Contribution au PRACAS</b>	-	12 273 ha emblavés (6 197 ha/Riz et 5 500 ha/Maïs) pour une production totale estimée à 33 251 t		12,3% de contribution du Programme au PRACAS en matière de Riz
<b>Prise en compte des groupes vulnérables et inclusions des jeunes</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>62 305 personnes touchées dont 54% de femmes et 29% de jeunes</li> <li>Des associations de handicapés et de personnes vivant avec le VIH/SIDA sont appuyées par le Programme</li> </ul>		
<b>Désenclavement</b>	75 km de pistes	73,5 km réalisés en partenariat avec le PPDC		111 villages et hameaux désenclavés (24 829 hbts) 15 km sont en cours
<b>Commercialisation</b>		6 OM/Riz et 3 OM/Maïs mis en relation avec les OP appuyées		Des contrats en cours pour l'achat de 10 000 t de maïs et 1 000 t de riz

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions pour la réalisation de la RMP	UCP/Coord	15 février 2016

## C. Produits et effets

### *Composante1 - Amélioration de l'offre de produits agricoles*

22. **Aménagement Hydro-agricoles.** Dans le cadre de l'exécution du PTBA 2015, 128 ha ont été réalisés dans la région de Matam ; ce qui donne un cumul de 228 ha de reprise de planage pour un objectif de 200, soit 114%. Malgré la qualité des travaux réalisés, les périmètres concernés rencontrent souvent des problèmes de pompage. Cette situation a amené le Programme, en rapport avec la SAED, à appuyer l'équipement de ces six (6) périmètres en pompes mieux adaptées et plus performantes. Il est également envisagé, toujours dans cette région, d'effectuer la reprise de planage sur 250 ha d'ici la fin de l'année 2015. Compte tenu de la nécessité de contribuer efficacement aux objectifs du PRACAS en matière de production de riz irrigué dans la région de Matam (nouveaux périmètres, réhabilitations de PIV, reprise de planage, rééquipement de PIV en pompes pour l'irrigation etc.), il est important de mener des études dans les meilleurs délais en vue de permettre à la revue à mi-parcours de statuer sur cette question.

23. En matière d'aménagements de bas-fonds dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda, le projet a réalisé 365 ha sur un objectif de 255 ha, soit 143%. Dans la région de Kédougou, 110 ha d'aménagement de plaines d'épandage de crues ont été réalisés et mis en valeur conformément aux prévisions du PTBA 2015. Pour les activités d'aménagement parcellaires complémentaires dans les sites du PAPIL qui permettent la valorisation des ouvrages existants, 70 ha ont été réalisés dans les régions de Kédougou (40 ha) et Kolda (30 ha). Outre ces sites, le Programme va réaliser 488 ha dans les trois régions Kolda, Kédougou et Tambacounda.

24. En matière de CES/DRS, la réalisation de 255 ha en 2015 a permis de porter le cumul à 375 ha de superficies traitées par rapport à un objectif de 4 020 ha, soit 9,3%. Ce faible taux d'exécution est lié principalement à la mise en œuvre du protocole avec l'INP qui tarde à réaliser les opérations sur le terrain. La diversification des partenaires dans la réalisation de ce type d'activités permettrait de garantir une mise en œuvre plus rapide de celles-ci.

25. Pour ce qui concerne les aménagements maraîchers, le PADAER a mis à disposition 44,5 ha de surfaces alimentées en eau en toute saison et équipées de systèmes d'irrigation. L'identification de 75 ha de sites maraîchers est en cours dans les trois régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda où les puits sont très profonds et inaccessibles aux populations. Dès lors, il est nécessaire de doter les groupements de femmes et associations de jeunes de ce type d'infrastructures, en particulier dans le Médina Yoro Foulah de la région de Kolda (Bourouco et Ndorna). Par ailleurs, le dossier d'appel d'offres pour la réalisation en partenariat public privé, de 50 ha de bananeraie irriguée au micro-jet est en cours de réalisation et la fin des travaux est prévue pour mars 2016. Il s'agit là d'une activité qui va contribuer à l'inclusion, et l'emploi des jeunes.

26. **Infrastructures pastorales.** Les travaux de renforcement de dix-huit (18) Unités Pastorales (UP) sont en cours de réalisation. Deux des quatre châteaux d'eau dont la réalisation est prévue pour 2015 sont au niveau de coffrage de leur cuve tandis que les 2 autres sont en élévation ; ils seront achevés au plus tard le 31 décembre 2015. Pour tous les huit (8) magasins d'aliments bétail en cours de réalisation, les élévations sont achevées. Sur les douze (12) parcs à vaccination programmés en 2015, huit (8) sont achevés. Les quatre autres ont vu leur marché relancé et le démarrage des travaux est imminent. Trois (3) abreuvoirs et neuf (9) antennes (abreuvoirs délocalisés + borne fontaine) sont à 65% de réalisation. L'identification de 10 nouvelles Unités Pastorales (UP) dont la réalisation est prévue en 2016 est achevée et les études sont en cours. Les DAO pour les magasins d'aliment de bétail de toutes les UP sont disponibles.

## **Composante 2 - Valorisation et mise en marché**

27. **Appuis aux OP.** Le processus d'accompagnement des OP a été ajusté en 2015 pour une mise en œuvre des appuis en phase avec les besoins réels issus des diagnostics et des partenariats en cours. Les appuis techniques aux OP bénéficiaires de sous projets d'amélioration de la production ont été conduits avec succès. Ainsi, 1629 fiches de projets ont été soumises au PADAER. Au 30 septembre 2015, les OP partenaires accompagnées sont au nombre de neuf cent (900) dont 306 à Kolda, 297 à Matam, 140 à Kédougou et 157 à Tambacounda. Le renforcement organisationnel des structures de base et des faitières se poursuit selon des plans spécifiques pour chaque région, et tient compte des besoins des OP dans chaque segment de la chaîne de valeur.

28. **Professionnalisation des acteurs.** La campagne de sensibilisation a touché 44 717 personnes dont 55% de femmes et 35% de jeunes. Elle a permis aux OP de mieux comprendre le système d'appui du PADAER et les différents mécanismes qui le composent : la subvention dégressive sur les intrants ; la subvention unique de 90% sur le matériel agricole et la gestion communautaire du matériel agricole par les OP et celle des infrastructures par les collectivités locales. Le renforcement technique et organisationnel des OP de base et des faitières a permis l'approbation de 1010 sous projets par les CRA (180 à Tambacounda ; 513 Kolda ; 311 Kédougou, 6 sous projets SRI à Matam) pour emblaver 12 273 ha (5500 maïs ; 6 196,5 ha riz ; 91 ha fonio ; 242,5 ha niébé ; 241 ha mil).

29. Les OP de la zone d'intervention du Programme sont en majorité de création récente. Les sessions d'auto évaluation après la campagne 2014 et les diagnostics ont permis notamment au Programme : i) de faciliter l'ouverture de compte dans les institutions financières (Banques et SFD) de 209 OP ; ii) de former 106 producteurs en Education Financière (Budget, Epargne, Gestion des dettes/Prêts, Compte d'exploitation prévisionnel) à Kolda et devraient s'étendre aux autres régions avec l'implication des leaders paysans ; iii) de former 166 OP de Tambacounda, Kolda et Kédougou de la première génération aux procédures de passation de marchés ; iv) d'initier 447 OP de la deuxième génération à la mobilisation de leur apport personnel et à l'acquisition de matériel. Toutes les OP de base sont formalisées, ainsi que deux faitières de Kolda et Tambacounda. Des plans d'actions pour chaque région ont été établis en août 2015 sur la base de l'analyse des contraintes identifiées dans le processus d'appui aux OP. Ces plans d'action ont été élaborés avec tous les partenaires stratégiques directement impliqués dans l'accompagnement de celles-ci. La mise en œuvre de ces plans d'action a permis aux partenaires stratégiques d'étoffer le dispositif d'appui rapproché (niveau communes et arrondissements) par le recrutement de nouveaux animateurs et conseillers aux OP (4 nouveaux sur 13 à Kolda, 14 sur 19 à Tamba ; 3 sur les 6 à Kédougou ; 2 sur 9 à Matam). Ces conseillers et animateurs sont relayés dans chaque OP par des paysans-relais choisis et motivés par les membres des OP selon leurs propres pratiques. Le travail des animateurs et conseillers est hautement apprécié par les producteurs.

30. Les membres des OP se sont concertés avec le programme pour l'adoption d'une modalité de gestion des produits récoltés qui garantit les besoins alimentaires, les systèmes de solidarité et l'épargne pour l'apport destiné à la prochaine campagne. Cependant, les décisions relatives à la gestion de l'épargne en nature restent une préoccupation au niveau des OP. L'ensemble des 166 OP de première génération ont bénéficié des appuis du Programme, ce qui leur a permis de mobiliser leur apport pour les deux campagnes (2014/2015 et 2015/2016). Au regard de ces bons résultats, 447 OP ont participé à la campagne 2015/2016. Pour que les OP continuent à se maintenir dans le système et à le perpétuer, le Programme a encouragé la bancarisation et l'assurance agricole qui constituent, entre autres, des filets de sécurité en cas de mauvaise récolte.

31. Les services effectivement rendus par les OP de base et les faitières à leurs membres concernent surtout la fourniture d'information sur la gestion de la subvention, la collaboration avec les SFD et l'organisation de l'accès aux services techniques et matériel liés à la production (labour, équipement, nouvelles variétés, techniques culturales etc.) et aux aspects post récolte (mise à disposition de bâches, de batteuses, faucheuses etc.). Par ailleurs, en ce qui concerne les aspects organisationnels dont les résultats sont encore insuffisants, des appuis devront s'intensifier conformément aux plans d'actions opérationnels élaborés avec les partenaires stratégiques.

32. **Appui à la commercialisation.** Les appuis du Programme ont concerné : i) la mise en relation avec la société privée HBM pour la pré-transformation du riz (battage et décortilage) et l'égrenage du

maïs ; ii) la mise à disposition d'emballages de qualité dans le cadre du partenariat avec Bio-essence ; iii) la sensibilisation des OP à la commercialisation du riz blanc ; iv) la fixation du prix du maïs (coût de production, de manutention, de l'égrenage, de la mise en sac et du transport) ; et v) l'intermédiation entre OM (6 pour le riz et 3 pour le maïs) et OP. Déjà, des négociations commerciales sont en cours pour l'achat de 10 000 t de maïs (contrat en cours de signature) et de 1000 t de riz. Les OP rencontrées sont dans l'attente du Programme pour la commercialisation de leurs produits même si certaines ont une bonne expérience dans les circuits de commercialisation de produits maraîchers.

33. **Accès au conseil agricole et visites d'échanges.** Le conseil a permis de toucher 26 805 producteurs dont 14 004 femmes et 12 801 hommes qui ont bénéficié des services de Baamtaré, de l'ANCAR et de la DRDR, dépassant les prévisions du PTBA. Au total, 199 producteurs ont participé aux visites d'échanges dans la zone d'intervention du Programme et en dehors pour améliorer leurs connaissances dans des domaines relatifs à la production de riz de plateau.

34. Les appuis du PADAER ont permis aux OP d'emblaver **5 968,5 ha de riz pluvial** (3 568 ha en riz de plateau et 2 400 ha en riz de bas-fonds), 228 ha exploitées en système intensif de riziculture (SRI), **5 500 ha de maïs**, **91 ha de fonio** et **242,5 ha de mil/niébé**, soit respectivement des taux de réalisation de **98,82%**, **100%**, **100%**, **101%** et **97%** des objectifs du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA 2015). Concernant les engagements par rapport au PRACAS en emblavure du riz, le taux de réalisation est de **119,37%** (5 968,5 ha sur 5 000 ha). Les emblavures réalisées et les bénéficiaires par filière figurent dans le tableau suivant :

Cultures	Emblavures réalisées (ha)	Nombre de bénéficiaires (dont femmes)	Productions attendues (tonnes)
Riz pluvial	5 968,5	16 118 (8685 femmes)	17 905,5
Riz irrigué	228	228 (76 femmes)	1 596,0
Mil	242,5	423 (149 femmes)	218,3
Maïs	5 500	9 830 (5656 femmes)	13 750,0
Niébé	242,5	423 (149 femmes)	218,3
Fonio	91	206 (111 femmes)	81,9

35. La production attendue porte sur **33 551,65 tonnes** de céréales et **218,25 tonnes** de niébé. Pour réaliser ces emblavures les appuis ont porté sur : i) la mise à disposition de semences certifiées : **99,144 T** de maïs et **354,52 T** de riz, engrais : **2 330, 75 T** d'engrais triple 15, **1 738,25 T** d'urée, herbicide : **20 447 litres** ; l'appui en labour ou travail du sol sur 1640,25 ha destinées au riz pluvial ; ii) la réalisation des travaux d'aménagement (bas-fonds, plaines d'épandage de crues, périmètres horticoles et de reprise de planage pour une superficie totale de **817,5 ha** ; iii) la subvention à 90% de **7 137 unités** d'équipement (semoir, houe sine, charrue, pulvérisateurs à dos, charrettes, faucheuses manuelles et bâches pour la récolte du riz) et des animaux de traits (676 chevaux et bœufs) ; iv) l'appui aux opérations post-récoltes (mise à la disposition des OP des égreneuses, batteuses et décortiqueuses pour le traitement de plus de 70 % de la production attendue. Ainsi que l'achat des sacs vides (emballages de qualité) pour le conditionnement de la récolte marchande et ; v) la mise en relation commerciale pour faciliter la commercialisation de la production.

36. Pour sécuriser l'approvisionnement en semence de NERICA, le PADAER a initié, en rapport avec la SEDAB, BAMTAARE et les producteurs, un programme de multiplication sur 40 ha dans la région de Kolda (communes de Bouroucou et Ndorna). La production attendue est de 120 tonnes de semences certifiées en 2015/2016. Les superficies prévisionnelles pour la multiplication de semences pour la campagne 2016/2017 sont de l'ordre de 245 ha (735 t de semences).

37. Pour améliorer l'accès des OP appuyées par le Programme au matériel de labour subventionné par l'Etat, le PADAER apportera un appui financier à celles-ci pour alléger leur contribution au montant exigé pour l'acquisition. d d'apporter son soutien (contrepartie financière) aux organisations paysannes ayant obtenu une attribution provisoire des équipements motorisés (Tracteurs et accessoires, décortiqueuses, égreneuses etc.) subventionnés par l'Etat du Sénégal à hauteur de 60%. La dotation en tracteur est de 78 unités (23 à Tambacounda, 40 à Kolda et 15 à Kédougou). Ce dispositif, accompagné d'un bon système de gestion, devrait contribuer à résorber le déficit en prestation de labour pour la prochaine campagne 2016/2017. Le programme devra demander une non-objection au FIDA pour la mise en œuvre de ce dispositif.

38. **Entreprenariat Rural.** Le PADAER met l'accent sur la promotion des MPER plus structurées de type PME localisées soit en zone rurale ou en zone urbaine le long de la chaîne de valeur agricole. Le développement de réseau entre les PME urbaines et les MPER sous forme de tutorat, de sous-traitance et de représentations devrait permettre de densifier le tissu économique local au service des producteurs agricoles.

39. A la date du 30 septembre 2015, l'appui du Programme a permis d'enregistrer les résultats suivants : i) 73 demandes d'appui sur 100 approuvées par les CRA (73%) ; ii) 26 diagnostics et plans de développement triennal des MPER sur 50 (52%) ; iii) 11 OP ont commandé 202 unités de petits matériels auprès de 3 MPER pour un chiffre d'affaires total de 15 910 000 F CFA ; iv) 44 femmes de Tambacounda et Kédougou membres de 30 MPER ont été formées par les Laboratoires Bio Essence sur les aspects qualité et certification Bio/équitable ; v) 06 dossiers ont été financés pour un montant de 5 850 000 F CFA ; vi) l'évaluation des subventions accordées aux 58 MPER issues du PROMER 2 ; vii) l'appui et le suivi accompagnement de 103 MPER ; viii) l'acquisition en cours de 250 000 emballages pour les producteurs en riz et maïs et 290 000 autres pour les MPER en agro-alimentaire grâce au protocole signé avec Bio Essence.

40. Pour faire émerger 200 MPER viables dans la zone d'intervention, au profit des cibles prioritaires du Programme (femmes et jeunes), le PADAER a noué des partenariats avec des structures privées et publiques (ANCAR, BAMTAARE, BIOESSENCE, HBM, ISRA etc.) pour la mise en œuvre des activités des MPER prévues dans les plans triennaux de développement. Un dispositif d'appui est mis en place et est opérationnel.

41. Ainsi les activités de mise à niveau, les formations, les missions de terrain ont permis de recentrer les animations, les sensibilisations afin de traquer des MPER qui ont de réels potentiels de développement à l'image des "tête de pont" qui ont déjà fait montre de leur volonté et leur engagement visibles par les efforts consentis en terme d'investissement (Coopérative pour la Planète des Femmes plus de 139 millions de F CFA sur le Karité, GIE Koba Club plus de 43 millions F CFA pour le fonio précuit, CESIRI plus 7 millions F CFA pour la transformation de céréales et ADA avec plus de 30 millions FCFA pour la transformation du fruit de baobab "bouye". Ces MPER "têtes de pont" vont bénéficier des unités équipées multifonctionnelles de transformation de produits agricoles et forestiers prévus dans le cadre du protocole avec BIOESSENCE après évaluation.

42. Un plan d'action global de redynamisation des 58 MPER est en cours afin de finaliser durablement leur autonomisation par des appuis de types nouveaux (finition des locaux pour l'obtention d'AUT/ FRA, recherche de débouchés, acquisition de nouveaux types d'emballages adaptés suite à l'application de la loi d'interdiction sur les plastiques, des équipements complémentaires, des appuis à l'adhésion aux chambre consulaires, des programmes de renforcement de capacités sur les nouvelles technologies etc.).

43. D'autres MPER se sont déjà positionnées d'une part sur les **services de prestations de pré récolte** (labour, fournitures d'intrants...) et d'autre part sur les **prestations post récoltes** (battage, décorticage, égrenage, ...). Ainsi, il est envisagé de nouer des partenariats pour les accompagner à offrir durablement de meilleurs services en augmentant leurs capacités et en leur facilitant l'accès aux marchés.

44. Un protocole entre le PADAER et l'Association pour le Développement de l'Afrique (forte de 54 Groupements avec plus de 2012 adhérents) sera mis en œuvre pour appuyer les MPER membres de cette structure. Ce protocole permettra de valoriser les ressources naturelles locales et augmenter leurs revenus.

45. Le partenariat avec Hydro Bat Mécanique (HBM) dans la région de Kolda, permettra aux OP de bénéficier des services de transformation des productions de proximité. Pour créer des emplois au profit des jeunes de la région, leur apprentissage se fera avec HBM. Ils seront installés dans le métier avec l'appui du PADAER pour gérer leur propre MPER dès la campagne 2016/2017.

46. Le PADAER, avec l'appui de l'ISRA réalisera une étude sur l'évaluation du potentiel du Balanites aegyptiaca (Soump) dans la région de Matam, du Karité dans la région de Kédougou et du Baobab dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda, ainsi que sur la dynamique organisationnelle à mettre en place pour soutenir l'exploitation de ces ressources par les MPER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire une étude technico financière et organisationnelle pour définir les modalités d'intervention du PADAER dans la région de Matam en appui au PRACAS	UCP/FIDA	Fin janvier 2016
Elargir le partenariat pour la mise en œuvre des activités de CES/DRS à d'autres structures que l'INP	UCP/Coord	Fin novembre
Faire une étude et DAO pour la mise en place de puits périmètres maraîchers dans les communes de Bourouco et Ndorna	UCP/Bamtaré	15 décembre 2015
Etendre le programme d'éducation financière à toutes les régions avec des personnes/cabinets agréés par la Direction de la micro-finance pour élargir le renforcement des capacités des OP en matière d'éducation financière	SAFIR/UCP	31 décembre 2015
Organiser des visites d'échanges d'expériences sur l'appui à la commercialisation et sur la gestion de l'épargne/contribution en en nature au profit des OP et de leurs faïtières	SOP	31 décembre 2015
Réaliser l'étude sur les produits Baobab, Karité et Dattier du désert	UCP / ISRA	A partir de mi-novembre 2015

## D. État d'avancement de l'exécution du Programme

47. **Activités de Suivi-évaluation.** Le système de suivi évaluation est fonctionnel et développé sous environnement web. L'application informatique « ruche » est accessible sur [ruche-padaer.org](http://ruche-padaer.org) à partir d'un login et un mot de passe est livré au mois de Décembre 2014. Le système permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et des missions de supervision. De façon spécifique, il permet d'assurer le suivi physique et financier du PTBA et l'analyse de son état d'avancement, de concevoir et de produire le tableau avancement matériel (appendice 4), celui des indicateurs SYGRI de 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveau, l'état d'avancement du cadre logique. Le système prend également en charge, le suivi des recommandations des missions de supervision, le suivi des contrats, des marchés, des protocoles et des demandes d'ANO. Il permet également d'établir les bases de données des différentes cibles du PADAER, la gestion des utilisateurs et des droits d'accès. Cependant, la remontée des données du terrain à l'UCP présente quelques insuffisances suite à un problème de paramétrage. De plus, le mode de fonctionnement global du système reste à parfaire à travers : i) la finalisation du cadre permettant la participation des acteurs (fiches de collecte et tableaux de synthèse informatisés) ; ii) le renforcement du processus de contrôle interne de qualité.

48. **Cohérence entre le PTBA et l'exécution.** Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil maîtrisé parfaitement par le PADAER. Le logiciel est à jour et les tableaux de suivi du PTBA sont édités et peuvent être utilisés pour le pilotage du PADAER.

49. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique. A la planification, il est fait en sorte que les activités programmées puissent permettre des décaissements acceptables relativement aux périodes. Le PTBA est suivi en termes de valeurs cibles, d'exécution des tâches et de décaissement par source de financement (ce dernier provenant du logiciel TOM2PRO de la comptabilité). Par ce mécanisme de suivi, le système permet de mettre en parallèle les trois taux d'exécution (financier, technique et tâches).

50. **Lutte contre la pauvreté.** Les réalisations du Programme à ce jour concourent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus. Les actions du PADAER ont permis d'atteindre 27 156 ménages bénéficiaires directs, soit 271 560 personnes). Pour la campagne 2014/2015, un surplus d'au moins 15 t de maïs, sur 135 t produites dans une OP de la région de Kédougou, a été commercialisé, ce qui témoigne de progrès réels dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire. En ce qui concerne 2015/2016, il est attendu une production de 33 551,65 Tonnes de céréales qui permettra de couvrir les besoins alimentaires annuels de 181 360 personnes (Normes FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne). Ainsi, l'insécurité alimentaire devrait s'atténuer significativement.

51. **Ciblage, parité homme/femme et inclusion des jeunes.** D'une manière générale, les activités promues par le Programme prennent en compte les aspects genre et inclusion des jeunes. En effet, lors de la définition des critères de sélection des demandes d'appuis des cibles, une approche discriminatoire a été adoptée au profit des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Les sessions de renforcements de capacités au profit des femmes et des jeunes ont concerné la législation semencière, les techniques de multiplication de semences, de conservation et de stockage des céréales, les aspects qualité et certification bio-équitable, l'éducation financière, les techniques de production de riz et de maïs, etc.

52. Pour une meilleure prise en charge des groupes vulnérables, le PADAER a signé une convention avec le Programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) pour accéder à la base de données du registre unique et faciliter ainsi l'enrôlement des bénéficiaires dudit programme comme membres des OP appuyés par le PADAER.

53. La sensibilisation a touché 62 305 personnes dont 33 359 femmes (54%) et 18 015 jeunes (29%). Le nombre de bénéficiaires des appuis conseils du PADAER est de 26 805 dont 14 004 femmes. Le nombre de producteurs bénéficiaires des intrants agricoles est de 20 865 dont 10 440 femmes. Le PADAER a aussi identifié comme cibles vulnérables les Personnes Vivant avec le VIH SIDA (PVVIH), et les a appuyé dans leurs activités : à Kédougou, un périmètre maraîcher de 1 ha pour six (6) homme et 23 femmes ; et à Tambacounda, 10 ha de maïs pour 2 femmes et 7 hommes.

54. Dans le cadre du renforcement de capacités des agents et partenaires du Programme sur le genre et l'inclusion des jeunes, l'UCP a sélectionné un Consultant et la formation est prévue en novembre 2015.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les acteurs dans le remplissage et l'exploitation des fiches de collecte	RSE	15 Novembre 2015
Finaliser le logiciel RUCHE (autorisations, géolocalisation)	RSE/Bamasoft	15 Décembre 2015
Recycler/Former tous les acteurs concernés à l'utilisation de RUCHE	RSE/Bamasoft	15-30 Décembre 2015

## E. Aspects fiduciaires

### 55. Gestion financière.

56. **Appréciation d'ensemble.** La mise en œuvre de la gestion administrative, financière et comptable est globalement satisfaisante avec une prise en charge correcte des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics. Pour rappel, les états financiers 2014 et le rapport définitif de l'audit y relatifs intégrant les observations du Programme ont été transmis au FIDA dans les délais requis respectivement le 11/04/15 et le 18/06/15. Par ailleurs, les sommes mises à la disposition des antennes sont justifiées mensuellement. Enfin, les informations comptables arrêtées au 30/09/2015 et nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles avant le démarrage de la mission. Elles ne présentent pas de distorsions significatives pouvant remettre en question leur fiabilité. En matière de performance de la gestion budgétaire, le Programme a enregistré un taux moyen d'exécution des PTBA 2013, 2014 et 2015 de 83,98%. Cependant, à 27 mois de la date d'achèvement, les taux de décaissement réels relevés restent encore préoccupants : ils sont de 33,09%/FIDA et 55,98%/FFE. En outre, la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes représente 48,76% du montant prévu au plan de financement. Enfin, la contribution des bénéficiaires comptabilisée à date est d'environ 84,3 % de celle attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

57. Logiciel de gestion financière et comptable. Le logiciel Tom2Pro est fonctionnel et permet de générer les états financiers standards et les annexes. A cet égard, les manquements qui ont été constatés lors de la mission de mai 2015 seront résolus avant le 31/12/2015 en relation avec le Cabinet. Il s'agit de : i) la non ventilation analytique des salaires pour leur prise en charge au niveau

des réalisations budgétaires et, ii) la non prise en compte des dépenses unitaires dans les DRF. En outre, avec la formation avancée du RAF sur les états financiers et l'acquisition du module y relatif, le paramétrage des états financiers et celui du module spécifique « Immobilisations » pourront être optimisés. Dans ce cadre, la saisie des immobilisations dans le module Tom2Pro devra être effectuée pour constituer le fichier consolidé des immobilisations. En outre, dès la réception des éléments relatifs au smart SOE, le Programme devra procéder à leur paramétrage dans le logiciel.

58. Immobilisations. A date, les immobilisations acquises dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PADAER se chiffrent à 543 150 453 FCFA dont : i) 18 816 280 FCFA/logiciel de gestion ; ii) 122 941 730 FCFA/réhabilitation de locaux ; iii) 74 405 520 FCFA/matériel de bureau ; iv) 39 943 000 FCFA/mobilier de bureau ; v) 52 934 400 FCFA/matériel informatique ; vi) 234 109 523 FCFA/matériel roulant (09 véhicules). En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014 a été effectué en décembre 2014 et le rapport y relatif a été mis à la disposition des auditeurs. En ce qui concerne l'assurance des immobilisations, l'immatriculation des véhicules en « AD » ne permet pas de les assurer auprès d'une compagnie d'assurance privée, l'Etat étant son propre assureur auprès de l'Agent Judiciaire.

59. Gestion du personnel. L'effectif actuel du PADAER est de 40 agents dont 22/siège (09 cadres et 13 agents d'appui) et 18/antennes (06 cadres et 12 agents d'appui). En matière de couverture médicale du personnel, le coût de l'assurance maladie est pris en charge par la contrepartie. Avec le paiement de la facture d'AXA Assurance d'un montant de 19 404 083 FCFA, l'assurance maladie du personnel est entrée en vigueur en octobre 2015. Concernant l'évaluation des performances du personnel en fonction des objectifs et des résultats atteints en 2014, le rapport est disponible et sera transmis au FIDA au plus tard le 30/11/2015.

### **Gestion financière et décaissements**

60. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Au 30/09/15, le montant total exécuté est de 5 287 340 494 FCFA pour des prévisions d'un PTBA révisé le 18/10/15 de 6 655 900 979 FCFA, soit un taux d'exécution de 79,44%. Les taux par bailleur sont de 80,49%/FIDA, 92,75%/FFE, 48,29%/ETAT et 71,27%/Bénéficiaires. Les taux par composante sont de : 80,93%/composante A ; 53,07%/composante B et 90,90%/composante C. Cependant, en tenant compte des factures échues (24 618 576 FCFA), des autres engagements non encore apurés (4 597 460 FCFA), des soldes des contrats en cours d'exécution (1 321 011 238 FCFA), et des charges récurrentes de la période considérée pour tous bailleurs confondus (144 600 000 FCFA), le taux d'exécution de ce PTBA pourrait atteindre 101,90% au 31/12/2015.

61. Déboursements/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 45 718 milliers de USD dont : 32 330 USD/prêt FIDA ; 10 092 USD/FFE ; 2 677 USD/État ; 619 USD/Bénéficiaires. Au 30/09/2015, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 18 365,1 milliers USD, soit un taux d'exécution global de 40,17%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt/FIDA/11 127,6 USD (34, 4%) ; prêt/FFE/5 441,3 USD (53,9%) ; Etat/1 274,4 USD (47,6%) et Bénéficiaires/521,84 USD (84,3%). A la même date, les déboursements et les taux de décaissement par composante sont de : 10 524,1 USD/composante A (46,97%) ; 1 919,1 USD/composante B (11,64%) ; 5 922,0 USD/composante C (86,85%).

62. Décaissements du prêt/FIDA. Au 30/09/2015, les décaissements réels à la DRF N° 19 sont de 6 684 893,42 DTS pour une dotation initiale de 20 200 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 33,09%, qui correspond à une appréciation « plutôt insatisfaisante » selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA). Avec la prise en compte de la DRF n° 20 en instance de paiement au FIDA d'un montant de 226 252 640 FCFA/275 163,29 DTS et des dépenses en attente de DRF au PADAER d'un montant de 67 687 370 FCFA/82 319,83 DTS, le taux de décaissement sera de 34,86%. Ce taux sera porté à 43,12% avec la soumission de la DPD relative aux livraisons d'intrants effectuées par le partenaire Bamtaré et dont les bordereaux de livraison sont attendus pour un montant de 1 371 303 101 FCFA/1 667 747,48 DTS.

63. Décaissements du prêt/FFE. Au 30/09/2015, les décaissements réels à la DRF N° 11 sont de 3 918 750,23 euros pour une dotation initiale de 7 000 000 euros, soit un taux de décaissement réel de 55,98% (modérément satisfaisant selon le PDP). Avec la prise en compte de la DRF n° 12 en



instance de paiement au FIDA d'un montant de 125 448 452 FCFA/191 244,93 euros et des dépenses effectuées en instance de soumission pour un montant de 24 662 665 FCFA/37 597,99 euros, le taux sera de 59,25%.

64. Compte désigné/FIDA. Le rapprochement du compte désigné au 30/09/2015 met en évidence un montant reconstitué de 800 000 333 FCFA, pour une dotation initiale de 800 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 333 FCFA, relatif au paiement par la banque d'un montant 187 000 F pour un chèque de 187 333 F. La trésorerie disponible en banques/caisses est de 506 060 323 FCFA (63,25% du CD). La DRF n° 20 d'un montant de 226 252 640 FCFA (28,28% du CD), en instance au FIDA au 30/09/2015 vient d'être payée. Le montant sorti du compte spécial en attente de soumission est de 67 687 370 FCFA (8,46% du CD).

65. Compte désigné/FFE. Le rapprochement du compte désigné au 30/09/2015 met en évidence un montant reconstitué de 350 000 000 FCFA égal à la dotation initiale (aucun écart n'est constaté). La trésorerie disponible en banques/caisses est de 199 888 883 FCFA (57,11% du CD). La DRF n° 12 d'un montant de 125 448 452 FCFA (35,84% du CD), en instance de paiement au FIDA au 30/09/2015 vient d'être payée. Le montant éligible, en attente d'atteinte du seuil de soumission, est de 24 662 665 FCFA (7,04% du CD).

66. Alimentation des sous-comptes de programme/antennes. A date, sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activités, 388 670 693 FCFA ont été virés aux antennes pour la conduite des opérations dont : 191 508 653 FCFA/Kédougou ; 138 298 900 FCFA/Kolda et 58 863 140/Matam. Au 30/09/2015, un montant de 379 388 592 FCFA a été dépensé et justifié dont : 190 822 168 FCFA/Kédougou ; 133 167 469 FCFA/Kolda et 55 398 955 FCFA/Matam. Les soldes résiduels correspondant aux montants non encore dépensés sont de 9 282 101 FCFA dont : 686 485 FCFA/Kédougou ; 5 131 431 FCFA/Kolda et 3 464 185 FCFA/Matam.

67. Trésorerie disponible. Au 30/09/2015, le disponible en caisses/banques (siège/antennes), sur le financement FIDA est de 506 060 323 FCFA dont : 496 961 456 FCFA/CNCAS DAKAR ; -240 724 FCFA/CNCAS/Tambacounda ; 4 071 766 FCFA/CNCAS/Kolda ; -72 665 FCFA/CNCAS/Kédougou ; 2 706 635 FCFA/CNCAS/Matam et 2 633 855 FCFA/caisses/siège et antennes. Les ressources disponibles sur le financement FFE sont de 199 888 883 FCFA dont 9 978 940 FCFA/SGBS Dakar et 189 909 943 FCFA/SGBS Tambacounda. Les dettes et engagements échus se chiffrent à 1 685 424 749 FCFA dont 1 669 816 625 FCFA pour les livraisons d'intrants de BMTARE relatif à la campagne 2014/2015. Les bordereaux de livraison sont attendus pour la préparation de la DPD pour un montant hors participation des bénéficiaires de 1 371 303 101 FCFA.

68. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie exclusivement exprimées en taxes sur la durée du Programme sont fixées dans l'accord de financement à environ 8 664 000 USD. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme. La comparaison de ce montant à celui du plan de financement du DCP 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) met en évidence un écart qu'il faut corriger en maintenant le chiffre du plan de financement. A date, les réalisations en matière de taxes sur les PTBA 2013, 2014 et 2015 se chiffrent à 637 212 124 FCFA (environ 1 305 361 USD), soit 58,79% des prévisions des PTBA et 48,76% du montant des taxes du plan de financement. La mission est d'avis qu'il est nécessaire de faire une revue d'appoint de toutes les dépenses effectuées pour assurer une comptabilisation plus exhaustive des taxes et conforter ainsi la contrepartie de l'État au financement du Projet.

69. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les intrants, matériels agricoles, les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures. Au 30/09/15, la contribution des bénéficiaires comptabilisée est de 260 920 917 FCFA au titre des intrants pour les campagnes 2014/2015 et 2015/2016, l'aménagement PISO de Kédougou et l'assurance agricole : (Kolda/98 830 050 FCFA ; Kédougou/71 157 062 FCFA et Tambacounda/90 933 806 FCFA). Cependant, la contribution de 10%, sur les subventions d'équipements déjà octroyées pour un montant total de 171 903 135 FCFA est en cours de formalisation pour être comptabilisée. Il en est de même de celle attendue de la réalisation d'infrastructures. Toutes ces questions devront être régularisées sur l'exercice 2015. Pour le moment, le montant comptabilisé représente 84,3% de la contribution prévue sur la durée du Programme.

## Dispositions de l'Accord de financement

70. Passation des marchés. Le registre des contrats est à jour de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». Au 30/09/2015, le nombre total de contrats conclus par le PADAER est de 165 pour un montant HTVA de 2 728 893 128 FCFA dont : i) 58 (35,15%) marchés de prestations intellectuelles/1 040 823 279 FCFA (38,14%) ; ii) 21 (12,72%) marchés de fournitures, de biens ou d'équipements/255 257 957 FCFA (9,35%) ; iii) 59 (35,76%) marchés de services courants/116 498 245 FCFA (4,27%) ; iv) 27 (16,37%) marchés de travaux/1 316 313 647 FCFA (48,24%).

71. En ce qui concerne le PPM 2015, à la date du 30 septembre, il compte 33 marchés pour un budget global estimé à 1 136 614 915 FCFA HTVA réparti comme suit : 17 marchés de travaux de 855 932 203 FCFA HTVA ; (ii) 10 marchés de consultance de 121 445 424 FCFA HTVA et (ii) 06 marchés de fournitures de biens, d'équipements ou de services courants de 159 237 288 FCFA HTVA.

72. Le partenariat stratégique avec Bantaare en vue de la réalisation de travaux d'aménagement de 20 sites accompagnés des activités de valorisation a finalement porté sur les superficies revues et corrigées suivantes : (i) à Kolda, 352 ha (1 083 445 440 FCFA HTVA) ; (ii) à Tambacounda, 89 ha (245 657 538 FCFA HTVA) et (iii) à Kédougou, 127 ha (406 262 321 FCFA HTVA) ; soit au total 568 ha pour un montant global de 1 735 365 299 FCFA HTVA.

73. S'agissant de la SAED, les travaux d'aménagement de périmètres rizicoles qui lui sont confiés dans le cadre du partenariat stratégique portent sur une superficie totale de 500 ha pour un budget prévisionnel global de 550 943 000 FCFA HTVA. Il s'agit principalement de i) de la réhabilitation avec reprise du planage sur 500 ha de périmètres irrigués villageois (PIV) ; ii) du développement du système de riziculture intensif (SRI) sur une superficie de 200 ha de PIV ayant déjà fait l'objet de la reprise de planage. La réception des travaux est prévue en décembre 2015. En outre, dans le cadre de ce partenariat, il est prévu l'acquisition de six (06) Groupes Moto Pompes au profit des OP producteurs de riz, dans la vallée du Fleuve Sénégal, pour un montant HTVA de 117 258 960 FCFA.

74. Par ailleurs, en lieu et place des travaux d'installation d'un système d'irrigation par aspersion, en appui au GIE Yellitaare (région de Tambacounda), sur une superficie de 50 ha de bananeraie, initialement retenus pour un budget prévisionnel de 205 000 000 FCFA HTVA, il a été finalement convenu de verser directement une subvention de 75% au GIE (153 750 000 FCFA dont 139 470 000 FCFA comme contribution au coût réel du matériel et 14 280 000 FCFA représentant le coût d'intervention du consultant individuel qui sera recruté pour suivre les travaux).

75. Le reste des marchés de travaux inscrits dans le PPM 2014 non achevés/réalisés en 2014 sont en cours d'exécution. Il s'agit de la construction des locaux de l'Antenne du PADAER à Matam, et de 8 magasins de stockage d'aliment de bétail, l'achèvement des 4 parcs à vaccination (8 sont déjà réceptionnés sur un total de 12) et la réhabilitation du poste de garde de l'UCP. A titre de rappel, les 12 abreuvoirs/antennes et les 4 châteaux d'eau du PPM 2014 sont également en cours d'exécution. Par ailleurs, la construction d'un centre de traitement de semences, de 4 magasins de stockage de céréales et de 8 km de pistes rurales, dont les études APD sont déjà disponibles seront lancés par anticipation en fin d'année. Cela permettra de gagner du temps dans leur réalisation prévue vers la fin du premier semestre 2016.

76. Pour les modes de passation des marchés de travaux, les procédures suivantes ont été utilisées : i) un (01) appel d'offres international (construction d'antennes et d'abreuvoirs / 583 948 306 FCFA HTVA), ii) un appel d'offres national (construction de deux châteaux d'eau / 99 347 968 FCFA HTVA) et iii) une (01) Demande de Renseignements et de Prix (Réhabilitation du poste de garde de l'UCP / 8 005 296 FCFA HTVA). Trois avenants de marchés de travaux ont été signés. Les marchés initiaux auxquels ces avenants sont adossés sont : la construction des locaux de l'antenne du PADAER à Kédougou (57 630 340 FCFA HTVA), la réhabilitation de la DRDR de Matam (28 074 350 FCFA HTVA) et la réhabilitation du poste de garde de l'UCP (8 005 296 FCFA HTVA). Les montants de ces avenants sont respectivement de 1 624 850 FCFA HTVA; 1 375 000 FCFA HTVA et 1 583 160 FCFA HTVA; soit un montant cumulé de 4 583 010 FCFA HTVA.

77. S'agissant des services de consultants, sur un total de dix (10) marchés, seule la moitié a été réalisée ou est en cours de réalisation. Parmi les cinq (05) non réalisés, quatre (04) concernent

l'appui et l'accompagnement aux OP/MPER qui sera mis en œuvre dans le cadre du plan d'actions à proposer par le consultant commis à cet effet. Le marché restant, à savoir l'identification et la réalisation d'études sur 3 périmètres polycoles à Matam, a été confié à la SAED, partenaire stratégique du PADAER. Parmi les cinq (05) marchés de consultance exécutés : i) trois (03) ont été passés par comparaison de CV (étude d'élaboration de manuels d'entretien et note de gestion de l'eau, appui à la professionnalisation des OP et étude de vérification géotechnique des ouvrages hydro-agricoles) pour un montant total de 60 552 700 FCFA HTVA; ii) (02) autres en consultation restreinte (mise en place d'une solution gestion électronique des documents et étude d'impact environnemental du PADAER) pour un montant cumulé de 44 040 000 FCFA HTVA.

78. Pour les fournitures, les deux marchés relatifs, d'une part, à « l'édition du Code pastoral en appui au ministère chargé de l'élevage » et, d'autre part, à « l'acquisition d'équipements post-récolte » n'ont pas été lancés. Pour le premier marché, la raison est que la Loi portant nouveau Code pastoral n'a pas encore été votée par l'Assemblée nationale. Quant au second marché, il a été réalisé dans le cadre du partenariat stratégique avec PAPIL qui a déjà acquis, pour le compte du PADAER, un lot de 96 faucheuses manuelles pour un montant de 12 480 000 FCFA HTVA. Au titre des modes de passation, tous les six (06) marchés de fournitures de biens, d'équipements ou de services courants inscrits dans le PPM 2015 pour un budget prévisionnel cumulé de 159 237 290 FCFA HTVA ont été passés en recourant à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP), en raison des montants relativement faibles des budgets prévisionnels individuels

79. Protocoles et conventions. Le montant des conventions avec les partenaires stratégiques ainsi que les protocoles d'exécution y relatifs au 30/09/2015 s'élève à 6 136 568 585 FCFA dont : i) Bamtaare, au titre des aménagements/2 729 194 242 FCFA (Kédougou/653 170 984 FCFA ; Kolda/1 434 501 720 FCFA et Tambacounda/641 521 538 FCFA) et au titre des intrants/1 881 987 697 FCFA (509 350 913 FCFA/Kédougou ; 812 658 900 FCFA/Kolda et 559 977 884 FCFA/Tambacounda) ; ii) ANCAR/140 984 162 FCFA (Tambacounda/93 011 900 FCFA ; Matam/47 972 262 FCFA) ; iii) PAPIL/299 061 100 FCFA (Kédougou/244 672 750 et Kolda/54 388 350 FCFA) ; iv) SAED Matam/753 027 900 FCFA ; v) CSE/167 750 000 FCFA ; vi) INP/80 569 100 FCFA (Kédougou, 12 288 000 FCFA ; Kolda/32 810 100 FCFA et Tambacounda/35 471 000 FCFA) ; vii) DRDR/84 110 460 FCFA (Kédougou/35 439 480 FCFA, Tambacounda/24 747 100 FCFA, Kolda/13 083 000 FCFA et Matam/10 840 880 FCFA) ; viii) PPC PNDL/108 559 496 FCFA ; ix) IREF/44 402 000 FCFA (Kédougou/26 268 000 FCFA ; Tambacounda/18 134 000 FCFA) ; x) BIOESSENCE/119 500 000 FCFA ; xi) WHEPSA/9 246 000 FCFA. Le montant total décaissé sur ces conventions et protocole est de 3 224 978 749 FCFA, soit un taux de réalisation de 50,25%.

80. La mission a passé en revue 17 marchés dont six (06) de fournitures, cinq (05) de consultance, trois (03) marchés de travaux et trois (03) avenants avec comme objectifs de s'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives constitutives des dossiers de passation des marchés/contractualisation et de leur auditabilité. Cette revue n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA.

81. États Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF n° 16, 17, 18 et 19 en fonction du respect du seuil *unique* de 20 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses (305 pièces sur 916) ont été passées en revue. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Cet examen n'appelle pas d'observation particulière dans l'ensemble. Cependant, le seuil actuel des ECD de 20 000 USD apparaît faible en vue de la bonne qualité de la gestion financière du Programme. En rapport avec ce qui précède, il paraît utile de relever le seuil des ECD pour le porter à 50 000 USD voire 75 000 USD. A cet égard, il faut rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.

82. Subventions. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, des subventions en intrants et en matériels agricoles ont été octroyées aux organisations paysannes. Pour les intrants, la subvention est dégressive sur trois (3) années avec des taux respectifs de 90%, 70% et 50%. En ce qui concerne le matériel agricole, il s'agit d'une subvention à hauteur de 90% sur la base de l'acquisition d'un lot unique d'équipements en fonction des activités menées. A date, pour les besoins de la campagne 2015/2016, un montant de 1 600 164 125 FCFA a été facturé par le partenaire stratégique Bamtaare en semences et intrants pour les zones de Kolda, Kédougou et Tambacounda

dont semences riz/816 031 975 FCFA, semences maïs/761 070 050 FCFA, Mil/19 367 500 FCFA et Fonio/3 694 600 FCFA. Pour rappel, 171 903 135 FCFA ont été versés aux OP de Kolda, Kédougou et Tambacounda pour les subventions d'équipements (35 551 000 FCFA/Kolda, 74 182 138 FCFA/Kédougou et 62 169 997 FCFA/Tambacounda). Les équipements de récolte (faucheuses, batteuse,) et de post récolte (décortiqueuse, égreneuse) seront mis à la disposition des OP en novembre 2015.

### Comptabilité, Audit et Supervision

83. Comptabilité 2015. La comptabilité de 2015 est à jour au 30/09/2015 (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles). En outre, les rapprochements bancaires mensuels des comptes sont élaborés (CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tambacounda, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tambacounda). Aucune écriture en suspens de plus de 30 jours n'est relevée. Enfin, les diverses opérations de caisse du 01/01/2015 au 30/09/2015 ont été examinées et les dépassements relevés en matière de dépense unitaire maximale concernent des situations particulières maîtrisées d'organisation d'ateliers et de séminaires.

84. Audit des comptes 2014. Les comptes du Programme ont été certifiés sans réserve. L'opinion de l'auditeur est que les états financiers présentent fidèlement, pour tout élément de caractère significatif la position financière du PADAER ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice achevé conformément au SYCOHADA et aux directives du FIDA. En outre, concernant les états certifiés des dépenses, les pièces justificatives appropriées ont été conservées à l'appui des demandes de remboursement des dépenses encourues qui sont admissibles au titre des financements du Programme. Cependant, en matière de revue du contrôle interne, les recommandations formulées par l'auditeur notamment i) l'absence de non objection du FIDA pour la participation de l'équipe du PADAER à l'atelier d'apprentissage à Kinshasa et aux ordres de mission non signés par la tutelle du programme (la lettre d'invitation du FIDA avait précisé l'obtention d'un avis de non objection et le manuel de procédures précise que pour les missions à l'extérieur, les ordres de mission doivent être signés par le Ministère de tutelle) ; ii) le retard dans la transmission du PTBA 2015 au FIDA ont été prises en compte.

#### Planning de clôture et d'audit des comptes 2015

- Inventaire des immobilisations :	15 au 31/12/2015
- Arrêté de caisse :	31/12/2015
- Arrêté de stock :	31/12/2015
- Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence :	31/12/2015
- Arrêté des comptes des antennes et transmission des états et des pièces justificatives :	31/01/2016
- Vérification, centralisation et Production des états comptables :	28/02/2016
- Analyse des comptes et établissements des états financiers :	15/03/2016
- Transmissions des états financiers au FIDA :	31/03/2016
- Audit des comptes 2015 avec rapports provisoires du :	01 au 30/04/2016
- Transmission du rapport définitif au FIDA :	15/05/2016

85. Suivi/Supervision. A part le relèvement du seuil des ECD par le FIDA et le classement des dossiers du personnel par l'UCP, toutes les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été prises en charge de façon satisfaisante.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Logiciel de gestion. Régulariser les manquements relevés dans la mise en œuvre de Tom2Pro	RAF/Cabinet/Tomate	31/12/2015
Effectuer la saisie des immobilisations dans le module Tom2Pro pour constituer le fichier consolidé des immobilisations	RAF/Cabinet	31/12/2015
Procéder au paramétrage dans le logiciel Tom2Pro des éléments relatifs au smart SOE lorsque ces derniers seront disponibles	FIDA/RAF	31/12/2015
Évaluation du personnel. Transmettre le rapport au FIDA	Coordonnateur	30/11/2015
PTBA 2015. Prendre les dispositions nécessaires pour optimiser la mise en œuvre des activités et atteindre un taux d'exécution du PTBA de 100%	Equipe du projet	31/12/2015
Compte spécial FIDA. Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 333 FCFA en plus dans le compte spécial Engagements du projet. Transmettre les bordereaux de livraison des intrants à l'UCP pour la préparation et la transmission de la DPD	RAF/CPT	30/11/2015
Procéder à une revue d'appoint des dépenses effectuées pour assurer une comptabilisation plus exhaustive des taxes et conforter ainsi la contrepartie de l'État au financement du Projet Contribution des bénéficiaires. Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	Bamtaaré/Antennes/RAF	30/11/2015
Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD	RAF/CPT/AAC	31/12/2015
Clôture et audit des comptes 2015. Respecter le planning proposé	Equipe du Projet	31/12/2015
	FIDA	31/03/2016
	COORD/RAF	31/03/2016 15/05/2016

## F. Durabilité

86. **Développement et renforcement de la contractualisation OP/OM.** Dans le cadre de l'insertion des MPER dans les chaînes de valeurs agricoles, le PADAER a facilité à certaines OP l'acquisition de 202 unités d'équipements agricoles auprès de MPER. Pour des services et produits efficaces, le PADAER met en place des partenariats OP/MPER et OP/ME comme avec HBM, pour couvrir des opérations essentielles : labour et post-récolte (égrenage, décorticage, transformation), grâce à des unités mobiles sur lesquelles des jeunes de la région feront leur apprentissage et seront installés avec l'appui du Programme pendant la campagne 2016/2017 comme MPER prestataires de services pour les OP. Il en est de même pour l'appui à l'acquisition d'emballages de qualité ainsi que pour le conditionnement des produits qui, les rendant attrayant, assure un accroissement de la valeur ajoutée de la filière.

87. La durabilité des actions passe également par la capacité des OP à mieux commercialiser leurs productions. Cela se fera à travers des renforcements des capacités de celles-ci dans les relations avec les OM et dans les négociations commerciales, comme cela est précisé comme priorité dans les nouveaux protocoles signés avec les partenaires stratégiques (ANCAR, BAMTAARE).

88. **Financement dégressif et assurance agricole.** Le cofinancement dégressif bien compris par les bénéficiaires, permettant à ceux-ci de se prendre en charge dès la quatrième campagne, est un gage de pérennité des acquis du Programme. Il en est de même de l'appui à la souscription à l'assurance agricole pour 223 producteurs de 06 OP couvrant 252 ha de maïs dans le cadre d'un test qui, après évaluation positive, pourrait être étendu dans la zone d'intervention du Programme dans le contexte actuel de changements climatiques.

89. **Magasins de stockage.** Le programme de construction de 12 magasins multifonctionnels devient une urgence, pour la collecte de l'épargne-intrants essentielle dans la pérennisation de l'activité de production. L'épargne-intrants est donc un paramètre clé de la durabilité des acquis du PADAER.

90. **Renforcement des OP.** La professionnalisation des OP est incontournable pour la durabilité des acquis du PADAER. Les faiblesses relevées devront faire l'objet d'un accompagnement plus soutenu.

91. **Contraintes environnementales.** Les activités de DRS/CES sont insuffisamment mises en œuvre. Au regard de l'ampleur des risques de dégradation des sols dans la zone d'intervention du Programme, il est urgent d'accélérer l'exécution des activités prévues à cet effet. A cet égard, des dispositions devront être prises pour élargir le partenariat avec l'INP et les IREF à d'autres structures.

92. **Implication des collectivités locales dans la gestion et la maintenance des infrastructures.** L'inscription dans le budget des collectivités d'une ligne pour la gestion et la maintenance des infrastructures est un gage de durabilité.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la tendance à inscrire dans le budget communal d'une ligne dédiée à l'entretien et la maintenance des infrastructures	Coord/Maires	Permanent

## G. Autres

93. **Gestion des savoirs.** Le PADAER dispose d'une stratégie de gestion de savoirs assez complète mais elle n'a pas été déclinée en programme d'activités planifiées, en phase avec ses progrès internes et externes. Le PADAER a produit beaucoup de supports qui sont à des degrés divers dans la finalisation et la qualité (fiche de capitalisation, présentation, multimédia etc...). En matière de production de savoirs, les actions de formation des agents et de leurs partenaires sont insuffisantes ; ce qui réduit leurs capacités à participer à la gestion des savoirs générés par le Programme. Des produits de capitalisation sur les sujets de réflexion majeurs pour le développement agricole et rural peuvent être réalisés (exemples : la durabilité de l'auto financement des investissements par les producteurs de la zone ; la problématique de l'accroissement la production du riz dans la zone ; le partenariat public/privé etc.). Ces produits permettront au PADAER de contribuer aux débats sur le développement agricole et rural. Pour atteindre les résultats fixés par le programme il sera nécessaire d'identifier et contracter une institution ou un expert dans le domaine de la Gestion des savoirs et de la capitalisation. Il pourra accompagner le Programme dans la capacitation des agents et des partenaires, le choix de thématiques de capitalisation pertinentes et leur systématisation selon des supports adaptés.

94. **Communication.** Un document de branding (promotion de l'image de marque) a été élaboré, ainsi qu'une charte graphique qui a été homologuée par le Bureau Sénégalais du Droit d'Auteur (BSDA). Le Programme a mis en place des signalétiques visuelles (panneaux routiers, signalétiques fléchées, enseignes lumineuses) et produit des outils promotionnels composés de 8 500 teeshirts, 4 000 polos, 4 800 casquettes, 3750 plaquettes de présentation, 6 000 cartes de visites pour le personnel, 500 blocs notes à spiral labellisés PADAER, 57 spirot ou totems déroulant, 4 000 steakers pour équipements et 13 bâches numériques.

95. Le PADAER a élaboré et mis à la disposition des OP le "Guide du Relais du PADAER" pour une meilleure sensibilisation des OP. Des séances d'information ont été organisées et ont permis une meilleure appropriation du Programme. Les conventions signées avec les radios locales et les sites Internet régionaux ont aussi permis une large diffusion de la mise en œuvre et des réalisations du Programme.

96. Le Programme a réalisé et diffusé 2 numéros de sa lettre d'information trimestrielle virtuelle intitulée "PADAER INFOS" et un "press book" qui présente les articles de presse produits sur le Programme. Depuis janvier 2015, 116 actions d'information radiophonique et 54 parutions télévisées ont été répertoriées à travers les couvertures médiatiques et autres événementiels réalisés au niveau de la zone d'intervention du PADAER. Cependant, la qualité rédactionnelle de certains produits présente des insuffisances et mérite d'être améliorée.

97. **Partenariat.** La stratégie de mise en œuvre du Programme repose principalement sur la contractualisation avec des partenaires stratégiques et des prestataires privés. Des conventions

cadre sont signées entre le PADAER et ces différents partenaires. Les partenaires stratégiques du PADAER sont : l'ANCAR, BAMTAARE, la SAED, le CSE, l'INP, le PAM, les DRDR, et Bio-Essence, le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF), PNDL/PPC.

98. Ces partenariats ont permis d'atteindre des résultats significatifs en termes de : i) réalisation d'ouvrages hydro agricoles ; ii) accès aux intrants agricoles ; iii) appui conseils, renforcement de capacités et mise en marché. Cependant, les réalisations attendues dans le cadre de la Convention avec l'INP n'ont pas été à la hauteur des attentes, en termes de superficies devant faire l'objet de travaux de CES/DRS.

99. **Partenariat avec le secteur privé.** Le PADAER a initié des partenariats avec le secteur privé dans sa zone d'intervention pour la mise en œuvre de ses activités. Ainsi, avec la Sahélienne d'Entreprise de Distribution et d'Agro-Business (SEDAB), le Programme a signé un protocole d'accord portant sur la production et le traitement de semences. La SEDAB qui s'alimente en semences de pré-base auprès de l'ISRA et de AfricaRice, produit les semences de base qui sont mises à la disposition des multiplicateurs semenciers encadrés par le PADAER. Ceux-ci, à leur tour, produiront de la semence R1 distribuée aux producteurs de masse. Le SEDAB dispose d'un Centre de Traitement des Semences (CTS) mis en place avec l'appui de l'USAID, bien équipé, fonctionnel et d'une capacité de 40 t/jour. Au regard de la bonne expertise et expérience dont dispose la SEDAB dans la production et le traitement des semences, le partenariat déjà initié entre le PADAR et la SEDAB devra d'avantage s'élargir pour permettre à la SEDAB de répondre aux besoins du PADAER en termes de la production et du traitement des semences dans la région de Kaolack. A cet effet, le PADAER et la SEDAB devront ensemble, dans un meilleur délai, déterminer les appuis requis auprès de SEDAB qui feront l'objet d'un partenariat gagnant-gagnant garantissant la production et le traitement des semences nécessaires pour répondre aux besoins des organisations de producteurs appuyées par le PADAER. En ce qui concerne les activités post-récolte, le PADAER a aussi initié un partenariat avec l'entreprise HBM et les PME Diack et frères et Ets Djibril SENE qui fabriquent du matériel agricole notamment pour le battage, le décorticage du riz et l'égrenage du maïs, et permettent de couvrir les régions de Kolda, de Tambacounda et de Kédougou. Par ailleurs, la convention avec HBM intègre la formation n de jeunes futurs entrepreneurs qui seront installés durant la campagne 2016/2017 avec l'appui du Programme. Les batteuses, les décortiqueuses et les égreneuses fabriquées étant mobiles peuvent facilement se déplacer d'un village à un autre. Le partenariat déjà initié avec ces fabricants devra être renforcé pour répondre aux besoins des OP en matière d'activités post-récoltes.

100. La convention signée avec le programme national de bourses de sécurité familiales permet au PADAER de concilier la protection sociale et la sécurité alimentaire. La mise en œuvre de cette convention met en évidence la complémentarité entre la protection sociale et la sécurité alimentaire en favorisant le ciblage des populations vulnérables dans l'appui à l'atteinte des objectifs du Programme. Cette démarche est fortement appréciée par les dispositifs d'appui au développement lors de la journée mondiale de l'alimentation dont le thème « protection sociale » conforte la pertinence du partenariat.

101. Le partenariat avec le PPC/PNDL a permis de mutualiser les ressources afin de réaliser 73,5 km de pistes à Kolda pour désenclaver 111 villages. Ce partenariat devra être élargi à d'autres tronçons de pistes comme celui de Thiétty-Sobouldé dans la région de Kolda.

102. **Environnement et adaptations aux changements climatiques.** Le programme a fait réaliser une évaluation environnementale stratégique (EES) dont le rapport provisoire a été validé par l'UCP et transmis à la DEEC pour approbation. Les impacts positifs potentiels du Programme relèvent de la réalisation des aménagements hydro – agricoles (micro barrages, aménagements parcellaires). Ces aménagements accroissent la résilience des populations et la sécurité alimentaire des communautés. Ils favoriseront l'amélioration des revenus des producteurs. Au niveau biophysique, les micros barrages vont baisser les vitesses de ruissellement et contribuer ainsi à la sauvegarde de la qualité des sols.

103. La création de nouvelles Unités pastorales (UP) induira également les effets positifs suivants : (i) la sauvegarde du patrimoine naturel existant et la restauration des sites dégradés en vue d'augmenter leur productivité ; (ii) la responsabilisation des populations en relation avec les collectivités dans la mise en œuvre des programmes définis avec elles ; (iii) la gestion des conflits autour des points d'eau ; (iv) la facilitation de l'accès à l'eau aux populations et au bétail.

104. La réalisation des pistes de production va faciliter l'écoulement et la valorisation de la production agricole des zones enclavées et ainsi favoriser l'augmentation des revenus des populations. Parallèlement, elles vont permettre l'amélioration des conditions de vie des populations via l'accès aux services sociaux de base.

105. Cependant, certaines réalisations comme les ouvrages d'aménagements visant à stopper les écoulements de l'eau (en particulier les aménagements hydro agricoles de bas-fonds, de plaines d'épandage de crues), sont souvent à l'origine de certaines maladies liées à l'eau comme le paludisme et la bilharziose. Dans la région de Kolda, les travaux d'aménagement de bas-fonds pourraient entraîner également la réduction et même une perte de pâturages, et cela peut être à l'origine de conflits entre éleveurs et agriculteurs.

106. **Appui institutionnel aux Ministères :** Le PADAER a appuyé le MAER pour le suivi de la collecte des données de la campagne agricole et dans le fonctionnement du dispositif de surveillance et de contrôle de la mise en place des intrants et du matériel agricole. Le PADAER a aussi appuyé le MAER dans l'organisation de la journée Mondiale de l'Alimentation. Cependant, en ce qui concerne la mise en place d'un système de suivi-évaluation sectoriel, objectif attendu du PADAER, le Programme n'a pas encore reçu une proposition du MAER.

107. En ce qui concerne le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales, le PADAER a appuyé en 2013 et 2014 le processus de sensibilisation et d'élaboration du code pastoral. Le projet de loi du code pastoral se trouve au parlement pour approbation. Le PADAER appuiera son édition et sa vulgarisation une fois approuvé par le parlement.

108. **Innovations.** Les parcs à vaccination, dotés de quais d'embarquement, prennent en compte aussi bien les petits que les grands ruminants. Les matériaux utilisés (tubes galvanisés) résistent mieux à l'usure du temps. Cette innovation est fortement appréciée par les populations bénéficiaires, les services techniques et les autorités administratives locales qui recommandent aux projets et ONG intervenant dans le domaine de l'élevage de le vulgariser.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Identifier et contracter une institution dans le domaine de la Gestion des savoirs et de la capitalisation	Coordo/UCP/RGGS	31 décembre 2015
Identifier parmi les besoins d'appui de la SEDAB ceux que le Programme peut satisfaire et prendre en compte, dans le cadre du PTBA 2016 les solutions à y apporter afin d'améliorer la multiplication de semences de qualité dans la région	Coordo/UCP/SPA	1er trimestre 2016

## H. Conclusion

109. Le Programme, dans le cadre du PTBA 2015, est en train de mettre en place un nombre important d'infrastructures dans le domaine des aménagements hydroagricoles et des infrastructures d'accès aux marchés et d'équipement des UP. Il a déjà permis l'emblavement d'importantes superficies pour la production agricole, spécialement pour la riziculture pluviale et la maïsiculture ; et ceci grâce surtout à la mise à la disposition des OP et de leurs membres, des intrants de qualité (semences certifiées, engrais, herbicides), des équipements agricoles et des services de labour. Les OP et leurs membres ont une bonne compréhension du mécanisme de financement dégressif des intrants agricoles. Grâce à la bonne pluviométrie et sa répartition dans le temps qui a prévalu durant la campagne agricole 2015-2016, couplée à l'utilisation des intrants agricoles de qualité et à un conseil agricole de proximité, les résultats de l'appui du Programme en matière de production agricole devraient être significatifs.

110. Cependant, en dépit de certaines dispositions mises en œuvre pour appuyer les OP et leurs membres, la maîtrise de la gestion des mécanismes d'épargne intrants nécessite un appui/accompagnement de proximité.

111. En dépit des efforts importants consentis par l'équipe du programme dans la mise en œuvre des activités, le taux de décaissement du programme reste encore faible, dû principalement au retard enregistré à cause principalement du retard enregistré au démarrage du programme à la suite du



recrutement tardif de l'équipe du programme. Il est entendu, cependant, qu'avec le rythme actuel de la mise en œuvre des activités, le taux de décaissement devra s'améliorer.

112. La revue à mi-parcours du Programme prévue pour le premier trimestre 2016, examinera en profondeur la stratégie d'implantation et d'intervention du Programme, ainsi que l'efficacité et l'efficience des résultats obtenus. A cet effet, Le programme devra prendre les dispositions nécessaires pour réaliser des études préliminaires avant la revue à mi-parcours pour permettre à celle-ci de disposer des informations et de la documentation pour analyse par la mission de la RMP



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PADAER et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614 [1100001614]	No. du prêt/don DSF	1000004092, 1000004093
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	23/02/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	31/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	45.71	
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33	
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33	34,4
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2017	Dernier audit	18/06/2014	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2017			Financement national total	3.29	54,49
Clôture	30/06/2018			Beneficiaries	0.63	84,3
Nbre de prolongations	0			National Govern	2.67	47,6
				Cofinancement total externes	10.09	
				Spanish Fund	10.09	53,9

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

passation des marchés					
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en compte du climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Valorisation et mise en marché	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

#### B.5 Justification des notes

Après 2 campagnes agricoles, les superficies emblavées sont de 14 480,98 ha en riz pluvial, maïs, mil/niébé, fonio (12 273 ha en 2015 et 2 207,98 ha en 2014). La production escomptée est de 33 251 tonnes de céréales en 2015. Ce qui permettra de couvrir les besoins alimentaires annuels de 181 360 personnes. Un paquet technique (intrants, équipements, appuis conseils et formation) est fourni à 26 805 producteurs dont 54% femmes soit un taux de réalisation de 107,2% par rapport aux objectifs du DCP. L'acquisition de 7041 unités de matériel agricole et 676 animaux de trait par 443 OP est en cours.

L'appui du programme a permis l'aménagement de 817,5 ha de superficies rizicultivables et horticoles. Les aménagements en cours (697 ha) et dont les réceptions sont prévues en fin décembre porteront les résultats à 1 514,5 soit un taux de réalisation de 66% de l'objectif global. L'appui du Programme a, en collaboration avec le PPC/PNDL, permis de réaliser 73,5 km de pistes communautaires. Ces pistes ont désenclavé 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes.

La campagne de sensibilisation a touché 62 305 personnes dont 54% de femmes soit 62% de l'objectif du programme. Elle a permis à 900 OP de mieux comprendre le système d'appui du PADAER et les différents mécanismes qui le composent : subvention dégressive sur les intrants ; subvention unique de 90% sur le matériel agricole et la gestion communautaire du matériel agricole.

Les partenariats noués ont valu au PADAER des résultats significatifs en termes de réalisation d'ouvrages, de mise en place d'un dispositif de distribution d'intrants à temps, d'appui aux OP dans l'exploitation de superficies agricoles, d'appui conseil, de renforcement de capacités et de mise en marché.

Le système de suivi-évaluation a beaucoup évolué depuis la dernière mission de supervision au plan de la mise à jour des données et de l'édition des outils de pilotage. Le système de suivi évaluation est fonctionnel et développé sous environnement web. Il permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et des missions de supervision (suivi physique et financier du PTBA et l'analyse de son état d'avancement, conception et de production du tableau avancement matériel, du cadre logique). La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique. A la planification, il est fait en sorte que les activités programmées puissent permettre des décaissements acceptables relativement aux périodes. Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil maîtrisé parfaitement par le PADAER. Le logiciel est à jour et les tableaux de suivi du PTBA sont édités et utilisés pour le pilotage du PADAER.

Le programme a développé des innovations comme la prise en compte du désenclavement des villages lors de la réalisation des aménagements et le modèle de parc à vaccination qui prend en compte les petits et les gros ruminants. La mise en œuvre de la gestion administrative, financière et comptable est globalement satisfaisante avec une prise en charge correcte des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables révisé à la suite des changements intervenus dans le code des marchés publics. Les EF 2014 et le rapport définitif de l'audit y relatifs intégrant les observations du Programme ont été transmis au FIDA dans les délais requis respectivement le 11/04/15 et le 18/06/15. Les informations comptables arrêtées au 30/09/2015 et nécessaires à la présente revue ont été rendues disponibles avant le démarrage de la mission. Elles ne présentent pas de distorsions significatives pouvant remettre en question leur fiabilité. En matière de performance de la gestion budgétaire, le Programme a enregistré un taux moyen d'exécution des PTBA 2013, 2014 et 2015 de 83,98% Cependant, à 27 mois de la date d'achèvement,

les taux de décaissement réels relevés restent encore préoccupants, notamment pour le FIDA : 33,09%/FIDA et 55,98%/FFE. La contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes représente 48,76% du montant prévu au plan de financement. Enfin, la contribution des bénéficiaires comptabilisée à date est d'environ 84,3 % de celle attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

D'une façon générale, le PADAER a atteint des résultats assez satisfaisants malgré un retard de 20 mois enregistré. Le PADAER a touché directement 27 156 ruraux vulnérables (environ 271 560 personnes : 54% femmes et 32% jeunes) soit 54% de l'objectif global.

Le conseil de proximité mis en place et l'adoption de bonnes pratiques agricoles a permis une meilleure compréhension du système de subvention dégressive, facilitant ainsi la disponibilité des contributions des 900 OP bénéficiaires. La stratégie mise en place basée sur le partenariat public/privé (OP/MPER) permet d'accroître les capacités de traitement récolte, post- récolte (fauchage, battage, égrenage, décorticage) avec l'utilisation d'unités mobiles plus accessibles aux OP. Pour la commercialisation du surplus de production, un contrat d'achat de 10 000 tonnes de maïs et 1000t de riz est en cours de négociation entre OM et OP.

Le système, grâce surtout au logiciel RUCHE, offre une plus grande facilité dans l'édition des états de sortie (la fonctionnalité éditeur d'états est disponible dans le logiciel). Pour autant, les deux principaux états de sortie utilisés dans le pilotage (Tableau de suivi du PTBA, tableau de bord des indicateurs) sont régulièrement produits sans aucune difficulté ; il s'ajoute que le logiciel permet d'éditer les appendices des aides mémoires (2 et 4) pour les missions de supervision.

.C.5	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
------	---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En matière d'augmentation des superficies cultivables, le programme a déjà mis à la disposition des producteurs 817,5 ha de terres aménagées. En 2015, le PADAER envisage d'aménager 697 ha supplémentaires ce qui portera le total des superficies aménagées à 1 514,5 soit 66% de l'objectif en deux ans effectives de mise en œuvre sur le terrain. Les ménages bénéficiaires des services du projet sont au nombre de 27 156 soit 271 560 personnes constitués 54% de femmes et 32% de jeunes. Environ 22 900 ménages supplémentaires seront touchés en 2016 représentant 100% de l'objectif global.

**C.6 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les taux de décaissement réels au 30/09/2015, 33,09%/FIDA et 55,98%/FSP, restent encore préoccupants notamment en ce qui concerne le FIDA. Il y a lieu de densifier les opérations pour optimiser ces taux. A cet égard, la prise en compte des engagements et le paiement de la DPD de Bamtaré porteront le taux du FIDA à 43,12%.
Avancement de l'exécution du projet	L'avancement de l'exécution du projet dans le domaine de la réalisation de résultats physiques (production agricole et aménagements hydro agricoles principalement) est satisfaisant. En effet, avec la facilitation des OP à l'accès aux intrants agricoles, le conseil de proximité mis en place, cet objectif de production est atteint. Par contre, l'avancement de l'exécution du programme dans le domaine de la professionnalisation des OP, reste encore timide et mérite d'être accéléré davantage.
Produits et réalisations	Les risques sont plutôt liés au non-respect des délais de livraison des aménagements et infrastructures par les entreprises. La capacité des partenaires stratégiques à pouvoir accompagner le PADAER dans sa volonté à vouloir rattraper le retard de 20 mois et d'apporter en même temps une contribution significative au Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture au Sénégal (PRACAS)
Durabilité	A ce stade, des dispositions sont prises, mais doivent être mises en œuvre et renforcées, pour réduire les risques liés à la durabilité dans la mesure où le Programme est en train d'appuyer l'organisation, le renforcement des capacités des bénéficiaires et de leurs organisations et des autres acteurs. La mise en œuvre des activités du Programme à travers des partenariats avec des structures pérennes comme, le DRDR, l'ANCAR, la SAED, la SODEFITEX /BAMTAARE et la mise en marché à travers la contractualisation du couple OP/OM est aussi un gage de durabilité. Cette dernière dépendra en définitive des

capacités organisationnelles, de gestion (technique et financière) en bref de leur professionnalisme à rendre des services économiques durables à leurs membres. Elle dépendra aussi de la qualité des PMER à pourvoir des services économiques, de l'adoption par les producteurs des technologies améliorées et de l'accès des producteurs et de leurs organisations aux services financiers appropriés leur permettant d'investir dans les filières du Programme. Il reste cependant au Programme à assurer un suivi régulier et de proximité de la mise en œuvre des facteurs de durabilité. La durabilité dépendra aussi de la capacité des comités de gestion à prendre en charge l'entretien et la maintenance des ouvrages et l'implication des collectivités locales dont certaines ont déjà inscrit des montants dans leur budget annuel pour l'entretien..

#### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Contrepartie	Procéder à une revue d'appoint des dépenses effectuées pour assurer une comptabilisation plus exhaustive des taxes et conforter ainsi la contrepartie de l'État au financement du Projet	31/12/2015	A mettre en œuvre
Contribution des bénéficiaires	. Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	31/12/2015	A mettre en œuvre.
ECD	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD	31/03/2016	A mettre en œuvre
Revue à mi-parcours	Réaliser la revue à mi-parcours du programme en 2016	15/02/2016	A mettre en œuvre
Professionnalisation des OP	Assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'action	Immédiat	A mettre en œuvre.

#### Observations supplémentaires

## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits au 30 septembre 2015

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Septembre 2014	Sources d'information	Risque/ hypothèses
<b>1. BUT</b>				
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *</li> <li>- Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés *</li> </ul>		DPES Suivi-évaluation du PNIA, du PNDE, du CSD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
<b>2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT</b>				
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 6 ans *</li> <li>- Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 10%</li> <li>- 80% des emplois créés sont des emplois durables</li> <li>- 50 000 ménages ruraux ont accès aux services du Projet</li> </ul>	<b>27 156 ménages (53% de femmes et 47% de femmes) dont 10 775 ménages de 2014</b>	Rapport d'évaluation à mi-parcours (études d'impact) Rapport d'évaluation de fin du Programme Statistiques de productions (DAPS et DIREL)	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
<b>3. RESULTATS</b>				
<b>Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles</b>				
<b>EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des surfaces cultivables 2 275 ha</li> <li>- La mortalité a baissé de X% dans les UP</li> </ul>	<b>817,5 ha</b>	Enquêtes	
<b>Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux producteurs à des fins de production agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 périmètres de 30 ha livrés dans la région de Matam</li> <li>- 200 ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par planage pour adopter le SRI</li> </ul>	<b>0</b>  <b>228 ha</b>	PV de réception des ouvrages	Les CR attribuent les terres à aménager aux OP bénéficiaires

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Septembre 2014	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 255 ha de bas-fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou</li> <li>- 200 ha de plaine d'épandage de crues dans la région de Kédougou</li> <li>- 1.100 ha d'aménagement parcellaire complémentaire en aval des micro-barrages du PAPIL dans les 3 régions (492 ha à Kolda, 328 ha à Tamba et 280 à Kédougou)</li> <li>- 220 ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (120 ha Tambacounda et 100 ha à Kédougou)</li> <li>- 6 000 ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas-fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba</li> </ul>	<p><b>365 ha</b></p> <p><b>110 ha</b></p> <p><b>70 ha</b></p> <p><b>44,5 ha</b></p> <p><b>375 ha</b></p>		
<b>Produit 2</b> : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination)</li> <li>- 10 puits pastoraux, 20 abreuvoirs, 20 parcs de vaccination, 20 magasins d'aliments de bétail, 5 châteaux d'eau construits pour renforcer des UP existantes</li> <li>- 20 km de pare feux</li> </ul>	<p><b>0</b></p> <p><b>08 parcs à vaccination</b></p> <p><b>0</b></p>	PV de réception des travaux	Les CR attribuent les terres de parcours sollicités par les comités de gestion des UP
<b>EFFET 2</b> : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge)</li> <li>- Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées et notamment de 1,5T à 4T en moyenne sur le riz (3,5 T/ha pour le riz de bas-fonds et 6T/ha pour SRI)</li> </ul>	<p><b>Riz de bas-fonds : 2,09 T/ha</b></p>	Enquêtes	



Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Septembre 2014	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	- 70% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *	Maïs : 2,70 T/ha en 2014		
<b>Produit 3</b> : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	- Au moins 25 000 ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * - Au moins 25 000 ménages ciblés ont acquis au moins un équipement agricole*	20 865 ménages dont 4 052 ménages de 2014  3 480 ménages	Rapports	Agro-dealers et semenciers proches des producteurs
<b>Produit 4</b> : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	- 100% au moins des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 4 régions	100% (26 805 producteurs dont 10 775 producteurs de 2014)	Enquêtes	
<b>Composante 2 : valorisation et mise en marché</b>				
<b>EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production</b>	- 20% de la production transformée et /ou commercialisée - Les MPER réalisent au moins 70% de leurs chiffres d'affaires en offrant des services / produits aux producteurs ciblés	25%	Enquêtes	
<b>Produit 5</b> : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	- 75 km de pistes rurales réalisées (15 km de pistes sont réalisées dans la région de Matam, 20 km dans chacune des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda *) - 48 magasins de stockage de céréales sont construits * - 1 SIM	21  0  0	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
<b>Produit 6</b> : l'émergence de micro-entreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	- 200 emplois au moins sont créés / consolidés en 6 ans par les MPER * - 200 MPER sont créées /consolidées dans la zone du Programme *	168 emplois dont 56% pour les femmes 103 MPER	Rapports d'activités Enquêtes	L'environnement des affaires dans le secteur agricole est favorable
<b>EFFET 4 : les OP sont dans une</b>	- Au moins 35% des OP de niveau 2 ont atteint		Enquêtes	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 30 Septembre 2014	Sources d'information	Risque/ hypothèses
<b>dynamique de professionnalisation et d'autonomisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>le stade d'autonomie (niveau 3)</li> <li>- Au moins 10% des OP de niveau 1 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3)</li> <li>- 75% des membres des OP sont satisfaits des services fournis</li> </ul>			
<b>Produit 7</b> : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 975 des OP offrent au moins un service à leurs membres</li> </ul>	<b>900 OP</b>	Enquêtes Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
<b>4. RESOOURCES</b>				
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires</li> </ul>		Accord de prêt Rapports	Appropriation politique et par les bénéficiaires

### Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Prendre les dispositions pour la réalisation de la RMP	15 février 2016	UCP/Coord	
	Accompagner les acteurs dans le remplissage et l'exploitation des fiches de collecte	15 Novembre 2015	RSE	
	Finaliser le logiciel RUCHE (autorisations, géolocalisation)	15 Décembre 2015	RSE/Bamasoft	
	Recycler/Former tous les acteurs concernés à l'utilisation de RUCHE	15-30 Décembre 2015	RSE/Bamasoft	
Produits	Faire une étude technico financière et organisationnelle pour définir les modalités d'intervention du PADAER dans la région de Matam en appui au PRACAS	Fin janvier 2016	UCP/FIDA	
	Elargir le partenariat pour la mise en œuvre des activités de CES/DRS à d'autres structures que l'INP	Fin novembre	UCP/Coord	
	Faire une étude et DAO pour la mise en place de puits périmètres maraîchers dans les communes de Bourouco et Ndorna	15 décembre 2015	UCP/Bamtaré	
	Etendre le programme d'éducation financière à toutes les régions avec des personnes/cabinets agréés par la Direction de la micro-finance pour élargir le renforcement des capacités des OP en matière d'éducation financière	31 décembre 2015	SAFIR/UCP	
	Organiser des échanges sur l'appui à la commercialisation et sur la gestion de l'épargne/contribution en nature au profit des OP et de leurs faitières	31 décembre 2015	SOP	
	Réaliser l'étude sur les produits Baobab, Karité et Dattier du désert	A partir de mi-novembre 2015	UCP / ISRA	
Durabilité	Renforcer la tendance à inscrire dans le budget communal d'une ligne dédiée à l'entretien et la maintenance des infrastructures	Permanent	Coord/Maires	
Aspects fiduciaires	Logiciel de gestion. Régulariser les manquements relevés dans la mise en œuvre de Tom2Pro	31 décembre 2015	RAF/Cabinet/Tomate	
	Effectuer la saisie des immobilisations dans le module Tom2Pro pour constituer le fichier consolidé des immobilisations	31 décembre 2015	RAF/Cabinet	
	Procéder au paramétrage dans le logiciel Tom2Pro des éléments relatifs au smart SOE lorsque ces derniers seront disponibles	31 décembre 2015	FIDA/RAF	
	Évaluation du personnel. Transmettre le rapport au FIDA	30 novembre 2015	Coordonnateur	

Autres	PTBA 2015. Prendre les dispositions nécessaires pour optimiser la mise en œuvre des activités et atteindre un taux d'exécution du PTBA de 100%	31 décembre 2015	Equipe du projet
	Compte spécial FIDA. Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 333 FCFA en plus dans le compte spécial	30 novembre 2015	RAF/CPT
	Engagements du projet. Transmettre les bordereaux de livraison des intrants à l'UCP pour la préparation et la transmission de la DPD	30 novembre 2015	Bamtaaré/Antennes/RAF
	Procéder à une revue d'appoint des dépenses effectuées pour assurer une comptabilisation plus exhaustive des taxes et conforter ainsi la contrepartie de l'État au financement du Projet	31 décembre 2015	RAF/CPT/AAC
	Contribution des bénéficiaires. Formaliser la prise en compte de cette contribution pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	31 décembre 2015	Equipe du Projet
	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 50 000 USD voire 75 000USD	31 mars 2016	FIDA
	Clôture et audit des comptes 2015. Respecter le planning proposé	31 mars 2016	COORD/RAF
		15 mai 2016	
	Identifier et contracter une institution dans le domaine de la Gestion des savoirs et de la capitalisation	31 décembre 2015	Coordo/UCP/RGGS
	Identifier parmi les besoins d'appui de la SEDAB ceux que le Programme peut satisfaire et prendre en compte, dans le cadre du PTBA 2016 les solutions à y apporter afin d'améliorer la multiplication de semences de qualité dans la région	1er trimestre 2016	Coordo/UCP/SPA

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 septembre 2015

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles							
Sous/Composante 11: Les aménagements hydro agricoles							
. Nombre de périmètres polycoles de 30 ha	Ha			-		10	0%
. Nombre d'ha d'anciens PIV replané	Ha	100	128	128%	228	200	114%
. Nombre d'ha de bas-fonds	Ha	75	0	0%	365	255	143%
. Nombre d'ha de plaines d'épandage	Ha	70	110	157%	110	200	55%
. Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire	Ha	400	0	0%	70	1 100	6%
. Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés	Ha	40	15	38%	45	220	20%
. Nombre d'ha de DRS /CES aménagé	Ha	1 500	258	17%	375	6 000	6%
Sous/Composante 12: Les infrastructures pastorales							
. Nombre de nouvelles UP créés	UP			-		10	0%
. Nombre de puits pastoraux	PP			-		10	0%
. Nombre d'abreuvoirs	Ab	13	0	0%	0	20	0%
. Nombre de parc à vaccination	PV	12	8	67%	8	20	40%
. Nombre de magasins de d'aliments de bétail	Mag AB	8	0	0%	0	20	0%
. Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP	Ch Eau	4	0	0%	0	5	0%
. Nombre de km de pares feux	Km de PF	20	0	0%	0	20	0%
Sous/Composante 13: L'accès aux facteurs de production							
. Nombre de ménages ayant accès aux intrants	Ménages	9 000	20 865	232%	20 865	25 000	83%
. Nombre d'OP ayant accès aux petits équipements	OP	250	50	20%	134	975	14%
. Nombre d'OP appuyé dans la production de semences	OP	10	30	300%	40	70	57%
Sous/Composante 14: L'appui conseil							

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
. Nombre de personnes sensibilisées sur le programme	Pers	20 000	44 747	224%	62 305	100 000	62%
. Nombre de ménages ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions	Ménages	16 000	26 805	168%	26 805	50 000	54%
. Nombre de producteurs bénéficiaires de visites d'échanges	Prod	500	0	-	199	3 000	7%
<b>Composante 2: Valorisation et mise en marché</b>							
<b>Sous/Composante 21: Infrastructures marchandes</b>							
. Nombre de km de pistes rurales réalisées	Nbre de Km de piste	35	73,5	210%	73,5	75	98%
. Nombre de magasins de stockage de céréales construits *	Mag SC	3	0	0%	0	16	0%
<b>Sous/Composante 22: Appui à la transformation et à l'entrepreneuriat rural</b>							
. Nombre de PMER Appuyés dans l'acquisition des équipements de transformation	PMER	25	0	0%	0	150	0%
. Nombre d'études de marché réalisé	E Marc	1	0	0%	0	5	0%
. Nombre de PMER ayant reçu une formation professionnelle	PMER	100	0	0%	158	200	79%
. Nombre de PMER mises en position d'apprentissage	PMER					25	0%
. Nombre de PMER suivis et accompagnés	PMER	100	103	103%	103	200	52%
<b>Sous/Composante 23: Professionnalisation des acteurs</b>							
. Nombre d'OP ayant fait l'objet d'un diagnostic	OP	250	44	18%	161	975	17%
. Nombre de membres des OP ayant suivi des sessions d'alphabétisation	Mem OP	100	0	0%	0	1 800	0%
. Nombre de dirigeant des OP formés à leur rôle	Dir OP	400	0	0%	0	5 400	0%
. Nombre de relais d'OP formés	Rel	300	150	50%	245	975	25%
. Nombre de membres des Unions formés en planification stratégique	Mbr U OP	24	26	108%	26	225	12%
. Nombre de membres des Unions formés en gestion administrative	Mbr U OP	24	0	0%	0	225	0%
. Nombre de membres des Unions formés en lobbying et négociation	Mbr U OP	24	0	0%	106	225	47%
<b>Composante 3: Coordination, suivi évaluation, gestion des savoirs et genre</b>							

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
Sous/Composante 31: Coordination et Gestion							
. Nombre de locaux réhaménagés pour UCP Tamba	Locaux	1	1	100%	2	2	100%
. Nombre de locaux Réhabilités /construits pour les Antennes	Locaux	2	1	50%	2	3	67%
. Nombre de véhicules acquis	Véhicule	0		-	9	10	90%
. Nombre d'ordinateurs fixes acquis	Ordinateur	9	9	100%	31	17	182%
. Nombre d'ordinateurs portables acquis	Ordinateur	6	6	100%	28	12	233%
. Nombre de sessions de formation organisées pour le personnel du PADAER et de ses partenaires	Session	6	5	83%	10	15	67%
. Nombre d'atelier de démarrage organisé	Atel			-	1	1	100%
. Nombre d'atelier de capitalisation et de clôture du programme organisé	Atel			-		1	0%
. Nombre d'audit annuel des comptes effectué par le programme	Audit	1	1	100%	2	5	40%
. Nombre d'ateliers participatifs pour la préparation des PTBA réalisé	Atel	4	4	100%	6	16	38%
. Nombre de réunions du Comité de pilotage national organisé	Réunion	1	0	0%	1	10	10%
Sous/Composante 32: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation							
Suivi-évaluation							
. Nombre d'études évaluation de fin de programme réalisé	Etude			-		2	0%
. Nombre d'étude situation de référence socio-économique réalisé	Etude			-	2	2	100%
Gestion des savoirs, Genre et Communication							
. Nombre d'Ateliers de Capitalisation organisés	Atel	1	1	100%	1	4	25%
. Nombre de documents de capitalisation produits	Doc	2	2	100%	3	6	50%
. Nombre de fiches techniques, posters, vidéos réalisés	fiche/posters	5	7	140%	7	16	44%
. Nombre d'émissions radiophoniques (dont en langues locales) réalisé	E Radio	36	116	332%	154	176	88%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Décembre 2015			Progrès effectif	Objectif fixé	% par rapport aux
. Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le genre réalisé	Atel	6	5	83%	15	32	47%
. Nombre de sessions de formation sur le genre organisé	Session	1	0	0%	1	2	50%
. Nombre de guides d'orientation en genre réalisé	Guide	0		-		5	0%
. Nombre de manuels sur le genre Produit et diffusé	Manuel	0		-		1	0%
<b>Sous/Composante 33: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage</b>							
<b>Suivi-évaluation</b>							
. Système de suivi évaluation mis en place au niveau sectoriel	SSE	0		-	1	1	100%
<b>Appui Institutionnel au Ministère de L'Agriculture et de l'Equipement Rural</b>							
. Nombre d'études réalisées par le MAER	Etude	0		-		1	0%
. Nombre d'ateliers organisé par le MAER	Atel	1	1	100%	5	6	83%
<b>Appui Institutionnel au Ministère de L'Elevage</b>							
. Nombre d'ateliers zonaux appuyé pour l'élaboration du code pastoral	Atel	0		-	4	3	133%
. Nombre d'atelier national de validation organisé	Atel	0		-		1	0%
. Nombre d'ateliers de partage du code avec les élus et partenaires organisé	Atel	0		-	6	6	100%
. Appui à l'édition et à la diffusion du code	Appui	1	0	0%	0	1	0%
. Nombre d'ateliers de vulgarisation du code pastorale organisé	Atel	1	0	0%	0	4	0%



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (en milliers d'USD) au 30 septembre 2015**

Financier	Approved	Current	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	32 330	32 330	11 128	34,4
FSP	10 092	10 092	5 441	53,9
Government	2 677	2 677	1 274	47,6
Beneficiaries	619	619	522	84,3
Total	45 718	45 718	18 365	40,17

1 USD = 500 FCFA (Taux moyen)

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 30 septembre 2015**

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Gouvernement			Contribution national 1			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Offre agricole	9 799	3 771	38,5	9 796	5 441,3	55,5	2 544	790	31,1	269	521,84	194,0	22 408,0	10 524,1	46,97
Mise en marché	15 845	1 819	11,5	296		0,0	0	100		350		0,0	16 491,0	1 919,1	11,64
UCP	6 686	5 538	82,8				133	384	288,7				6 819,0	5 922,0	86,85
Total	32 330,0	11 127,6	34,4	10 092,0	5 441,3	53,9	2 677,0	1 274,4	47,6	619,00	521,84	84,3	45 718,0	18 365,1	40,17

Taux 1 USD = 500 FCFA (Taux moyen)

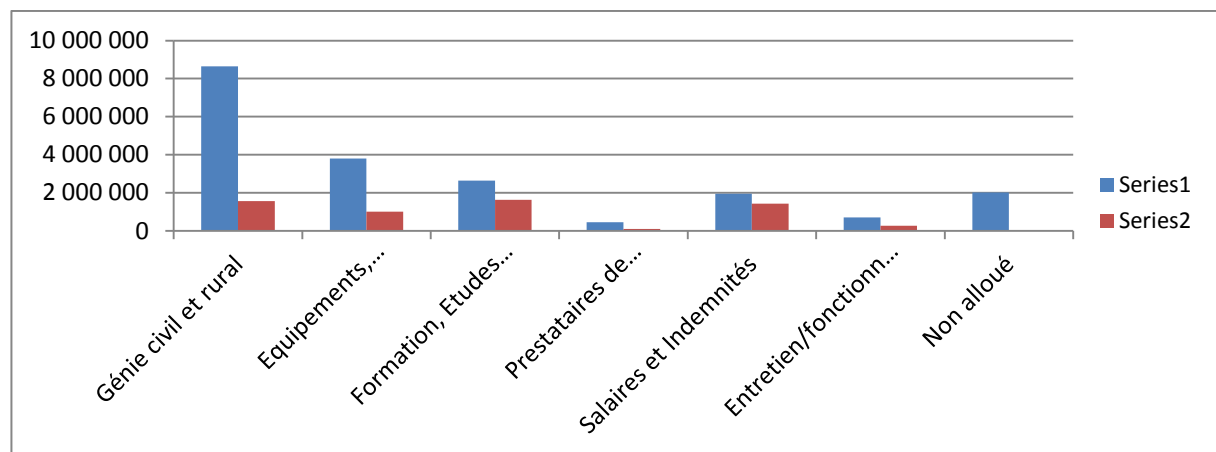
**Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 septembre 2015)**

N		Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 19)	Balance	%	W/A Pending au FIDA DRF 20 *	W/A Pending au PADAER au 30/09/2015 **	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000	1 455 392,03	7 194 608	16,83	105 010,88	843,86	1 561 246,77	18,05
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000	964 605,49	2 835 395	25,38	37 651,63	852,80	1 003 109,92	26,40
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000	1 496 615,82	1 143 384	56,69	74 324,97	51 722,55	1 622 663,24	61,46
IV	Prestataires de service	450 000	101 936,71	348 063	22,65	000	0,00	101 936,71	22,65
V	Salaires et Indemnités	1 940 000	1 349 779,78	590 220	69,58	52 583,18	22 973,45	1 425 336,40	73,47
VI	Entretien/fonctionnement	700 000	252 506,64	447 493	36,07	5 592,64	5 927,17	264 025,44	37,72
	Non alloué	2 020 000							
	Dépôt initial		1 064 056,95	-1 064 057				1 064 056,95	
	Total	20 200 000	6 684 893,42	13 515 107	<b>33,09</b>	275 163,29	82 319,83	7 042 315,73	<b>34,86</b>

DTS = 822, 2486 FCFA (source Historic of transaction FIDA)

\*\* Payée en octobre 2015 \* Dépenses au 30/09/2015 en attente de DRF

**Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**

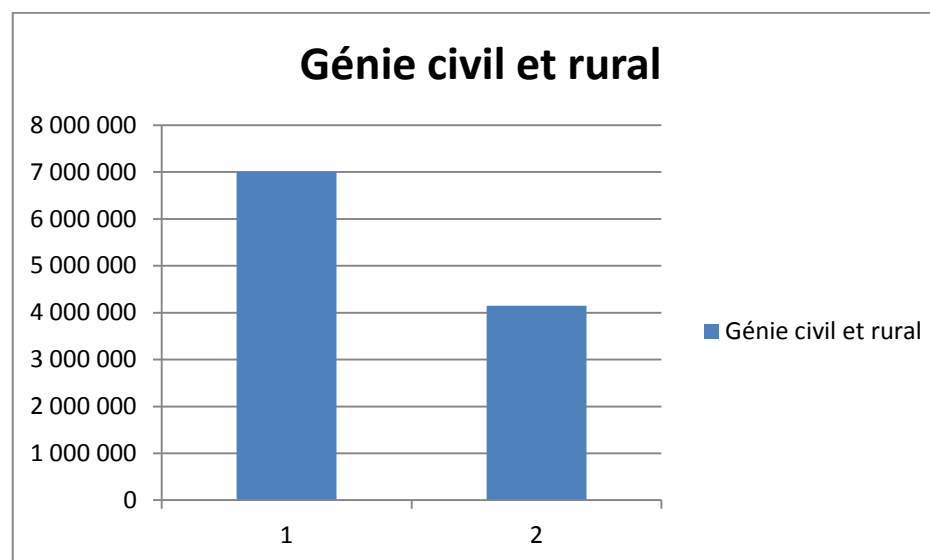


**Tableau 5C:Décaissements du prêt FFS (en Euros, au 30 septembre 2015)**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 11)	Balance	%	W/A Pending au FIDA	W/A Pending au PADAER au 30/09/2015	Total	%
I	Génie civil et rural	7 000 000	3 385 178,67	3 614 821,33	48,36	191 244,93	37 597,99	3 614 021,59	51,63
	Dépôt initial		533 571,56	533 571,56				533 571,56	
	Total	7 000 000	3 918 750,23	3 081 249,77	<b>55,98</b>	191 244,93	37 597,99	4 147 593,15	<b>59,25</b>

1 Euro = 655,957 FCFA (Parité fixe)

**Figure 2: Décaissement du prêt/don FFS, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dat es prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, B, 10 « Contrepartie » de l'Accord de Financement	« L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant approximatif de 8 664 000 USD représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme, qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonérations des droits et taxes sur les importations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor ».	Pour mémoire	A mettre en œuvre	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement. La réalisation de la contrepartie taxes suit l'exécution du PTBA
section 7.01/ CG, b, ii PTBA	« .....l' agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année ..... »	31/03/2016	A mettre en œuvre	Le PTBA de 2015 a été envoyé au FIDA le 30/11/2014 avec avis non objection le 08/01/2015. Le programme prendra les dispositions nécessaires pour respecter l'échéance en ce qui concerne le PTBA 2016 en tenant compte des recommandations de la mission de revue à mi-parcours prévue en février-mars 2016.
section 7.08, CG/a « assurance »	« ..... l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet..... »	30/11/2015	A mettre en œuvre	Le programme va procéder à l'assurance des locaux contre les risques d'incendie, vol, dégâts des eaux, responsabilités civiles etc.
section 7.11, CG/« personnel du projet »	« ..... l'agent principal du projet assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident »	31/10/2015	En cours	L'assurance sera renouvelée en octobre 2015 avec le versement de la prime en septembre 2015.
section 8.03 « rapport d'activité »	« L'agent principal remet au fonds des rapports d'activités périodiques	30/09/2015	Fait	Le rapport SYGRI 2014 accompagné de la note explicative a été envoyé au FIDA le 24/03/2015. Le rapport annuel 2014 a été envoyé au FIDA le 30/03/2015. Le rapport d'activité du premier semestre 2015 a été envoyé au FIDA le 28/09/2015.
section 9.02 « Etats financiers »	« L'Emprunteur remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés..... dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04/2016	A mettre en œuvre	Les états financiers 2015 seront envoyés au FIDA avant l'échéance du 30/04/2016.
section 9.03, b « Audit des comptes »	« L'emprunteur doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale une copie conforme du rapport d'audit.... »	10/06/2016	A mettre en œuvre	Le rapport définitif d'audit des comptes 2015 sera transmis au FIDA avant le 10/06/2016

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Apprentissage

---

La **capitalisation** des acquis et bonnes pratiques des autres projets (PAFA, PAPIL, PRODAM, PROMER) et la qualité des partenariats noués avec BAMTAARE, SAED, ANCAR, DRDR etc ont permis au PADAER de faire des réalisations significatifs dans des délais très courts. Le programme dit « d'ancrage » a permis de tester des outils pour une meilleure mise en œuvre.

**Le renforcement de la dynamique communautaire** par une implication voire une représentation de toutes les composantes de la population aux instances de suivi et de gestion des infrastructures hydro-agricoles. Il en est de même pour l'implication des collectivités locales dans la gestion et l'entretien des ouvrages (ouvrages hydro agricoles et pistes)

**La subvention dégressive** est une nouveauté dans la zone d'intervention du PADAER et une nouvelle forme de collaboration entre les OP et les projets et programme. Elle a permis aux OP de mieux comprendre le système d'appui du PADAER et les différents mécanismes qui le composent : subvention dégressive sur les intrants d'apprentissage pour les OP bénéficiaires

---

### Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

---

**Les parcs à vaccination**, dotés de quais d'embarquement, prennent en compte aussi bien les petits que les grands ruminants. Les matériaux utilisés (tubes galvanisés) résistent mieux à l'usure du temps. Cette innovation est fortement appréciée par les populations bénéficiaires, les services techniques et les autorités administratives locales qui recommandent aux projets et ONG intervenant dans le domaine de l'élevage de le vulgariser.

**Prise en compte du désenclavement des villages lors de la réalisation des aménagements.** La conception des ouvrages, au-delà de leur fonction primaire de retenue d'eau, a intégré le désenclavement des zones rurales avec comme impacts immédiats pour les populations un meilleur accès aux services sociaux de base, l'écoulement de la production, l'amélioration des conditions de vie des populations, etc. Ainsi, quatre cent soixante (460) hameaux et villages des régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda ont été désenclavés (Cf. *"Les aménagements hydro agricoles du PADAER : une opportunité pour le désenclavement des zones rurales."* / Le PADAER. – mai 2015).

**Appui aux Personnes Vivant avec le VIH SIDA (PVVIH) à Kédougou et Tambacounda.** A Kédougou et Tambacounda, le PADAER appuie les associations de PVVIH qui comptent 78 membres (17 hommes et 61 femmes). A Kédougou, le PADAER a appuyé l'aménagement d'un périmètre maraicher d'un (1) hectare, à travers le renforcement de capacités en techniques de maraichage et de compostage, l'appui conseil et la mise en place d'une fosse compostière et d'un groupe motopompe. A Tambacounda, l'appui a porté sur l'exploitation de 6 ha de maïs, avec des renforcements de capacités sur les techniques agricoles, l'appui conseil et la mise à disposition d'équipements agricoles.

**Introduction du riz de plateau, une opportunité pour atteindre les objectifs du PRACAS.** Dans le cadre de la contribution aux objectifs assignés par le PRACAS, le PADAER a choisi d'appuyer la vulgarisation de la culture de riz de plateau dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambaounda. Pour sa première campagne agricole (2014-2015), 184,25 ha ont été emblavés dont 20 ha expérimental à Kédougou. Des producteurs de Kédougou, de Kolda et de Tambacounda ont eu des visites d'échanges sur le site test de Kédougou avec l'appui et l'accompagnement du DRDR, de l'INP et de Bamtaaré. Des sessions de restitution et de sensibilisation au niveau local ont été organisées par les producteurs. Le résultat de cette stratégie s'est traduit par des demandes d'appuis plus importantes pour le riz de plateau : pour la campagne 2015, ce sont au total 3 567,75 ha qui ont été cultivés.

---